

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

AVANT-PROJET

Code de la route

M. LUCIEN LESSARD

Ministre des transports

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

AVANT-PROJET

Code de la route

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par les mots:

1° «accotement»: les bandes adjacentes extérieures à la chaussée lesquelles peuvent être dérasées, surélevées, pavées ou gravelées;

2° «agriculteur»: une personne qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation ainsi qu'une personne qui est membre d'une association accréditée en vertu de la Loi des producteurs agricoles (1972, chapitre 37);

3° «autobus»: un véhicule automobile aménagé principalement pour le transport de plus de dix personnes à la fois;

4° «autorité locale»: une communauté urbaine ou régionale et une corporation municipale quelle que soit la loi qui la régit;

5° «autoroute»: un chemin à accès limité ainsi classifié par le ministre des transports et identifié par une signalisation spéciale, à l'exception d'une autoroute au sens de la Loi des autoroutes (Statuts refondus, 1964, chapitre 134);

6° «ceinture de sécurité»: le dispositif conçu pour retenir une personne à son siège et prescrit par la Loi sur la sécurité des

7° «chaussée»: la partie du chemin public, comprise entre les accotements, les bordures, les trottoirs, les terre-plein ou une combinaison de ceux-ci et comprenant une ou plusieurs voies destinées à la circulation des véhicules routiers;

8° «chemin à accès limité»: un chemin public réservé à la circulation rapide des véhicules routiers et accessible seulement aux endroits spécialement aménagés et réglementés par le ministre des transports ou l'autorité locale;

9° «chemin public»: la superficie totale de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge d'une municipalité, d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental et sur lequel est aménagée une chaussée ouverte à la circulation publique des véhicules routiers sauf les chemins possédés ou entretenus par les ministères des richesses naturelles, de l'agriculture, et des terres et forêts et les chemins en construction ou réfection et dans ce cas, seulement à l'égard des véhicules utilisés pour les fins de cette construction ou réfection;

10° «cyclomoteur»: un véhicule routier dont le poids n'exède pas cinquante-cinq kilogrammes, muni d'un moteur d'une cylindrée inférieure à cinquante centimètres cubes, équipé d'une transmission automatique et dont le démarrage s'effectue par un pédalier qui peut être actionné en tout temps pour assister le moteur;

11° «ensemble de véhicules routiers»: un ensemble d'au plus trois véhicules formés d'un véhicule automobile tirant une remorque, une semi-remorque ou un essieu amovible;

12° «Fonds»: le Fonds d'indemnisation constitué par l'article 122 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68);

13° «garage»: un établissement où les véhicules routiers sont, moyennant considération, entretenus, réparés ou modifiés;

14° «marchand»: un marchand de véhicules routiers à l'exception des véhicules non motorisés, sauf le cyclomoteur;

15° «motocyclette»: un véhicule routier muni d'un moteur d'une cylindrée de plus de cent vingt-cinq centimètres cubes;

16° «nuit»: la période comprise entre une demi-heure après le coucher du soleil et une demi-heure avant son lever;

17° «personne»: une personne ou une société;

18° «petite remorque ou semi-remorque de location à court terme»: une remorque ou une semi-remorque dont la masse sans

chargement n'exède pas neuf cents kilogrammes et qui est louée pour une période n'excédant pas douze mois;

19° «plaque d'immatriculation»: la plaque ou la plaque et la vignette délivrées par le Bureau des véhicules automobiles aux fins d'identification du propriétaire d'un véhicule routier;

20° «plaque factice»: une plaque d'immatriculation qui n'a pas été fournie et délivrée par le Bureau des véhicules automobiles ou qui est apposée sur un véhicule routier autre que celui pour lequel elle a été délivrée;

21° «poursuivant»: le procureur général ou une corporation municipale de même que la personne qu'ils désignent généralement ou spécialement;

22° «présent code»: la présente loi et les règlements adoptés par le gouvernement sous son autorité;

23° «propriétaire»: une personne qui a acquis un véhicule routier et le possède en vertu d'un titre soit absolu, soit conditionnel qui lui donne le droit d'en devenir le propriétaire ou d'en jouir comme propriétaire, à charge de rendre ou, une personne locataire d'un véhicule routier pour une période d'un an ou plus;

24° «recycleur»: la personne qui fait commerce de retirer des pièces de véhicules routiers mis au rancart et de les revendre ou d'acheter des véhicules routiers mis au rancart et d'en revendre les carcasses ou de remettre en circulation des véhicules routiers qu'elle reconstitue avec les pièces ou carcasses acquises;

25° «signalisation»: un signal lumineux, panneau, ligne de démarcation ou dispositif visé dans un règlement du gouvernement, destiné notamment à interdire, régir ou contrôler la circulation des piétons et des véhicules routiers;

26° «véhicule automobile»: un véhicule routier mû par une force autre que musculaire et conçu, agencé et adapté essentiellement pour le transport d'une personne ou d'un bien, sur un chemin public;

27° «véhicule de commerce privé»: un véhicule automobile servant principalement à un transport de biens qui ne nécessite aucun permis de la Commission des transports du Québec;

28° «véhicule de commerce public»: un véhicule automobile servant principalement à un transport de biens qui nécessite un permis de la Commission des transports du Québec;

29° «véhicule d'équipement»: un véhicule automobile muni d'un espace pour le chargement, servant à transporter de l'équipement ou de la machinerie qui y est fixé en permanence et employé à disposer de ce chargement;

30° «véhicule de ferme»: un véhicule automobile possédé, à titre de propriétaire, par un agriculteur, une coopérative agricole constituée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) ou de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et utilisé principalement pour le transport de produits agricoles ou du matériel nécessaire à leur production;

31° «véhicule de promenade collectif»: un véhicule de promenade, utilisé par son propriétaire-conducteur et d'autres passagers qui participent à ses dépenses d'utilisation, comme moyen de transport pour se rendre à leur lieu d'occupation et en revenir et dont le nombre de passagers est déterminé par règlement du gouvernement;

32° «véhicule de promenade»: un véhicule automobile, incluant la motocyclette et le vélomoteur, agencé pour le transport d'au plus dix personnes à la fois lorsque ce transport ne nécessite aucun permis de la Commission des transports du Québec;

33° «véhicule de service»: un véhicule d'équipement agencé pour approvisionner, réparer ou remorquer les véhicules routiers;

34° «véhicule d'hiver»: un véhicule routier mû par son propre pouvoir, monté généralement sur chenille et conçu essentiellement pour être utilisé sur la neige;

35° «véhicule d'urgence»: un véhicule automobile autorisé à être utilisé comme véhicule de police par la Commission de police du Québec, comme ambulance par le ministère des affaires sociales ou comme véhicule de service d'incendie par le Commissariat aux incendies du Québec;

36° «véhicule non motorisé»: un véhicule routier mû uniquement par la force musculaire y inclus le cyclomoteur;

37° «véhicule-outil»: un véhicule routier qui n'est pas adapté au transport sur les chemins publics, mû par son propre pouvoir, conçu essentiellement pour effectuer un travail par lui-même et muni à cette fin, en permanence, de son outillage;

38° «véhicule routier»: un véhicule au moyen duquel une personne ou un bien peut être transporté ou un bien tiré sur un chemin à l'exception des véhicules circulant uniquement sur rails; il comprend notamment le véhicule automobile, le vélomoteur, le véhicule-outil, le véhicule non motorisé, le véhicule d'hiver et un autre véhicule routier non défini au présent code et pouvant circuler sur un chemin public, y compris la remorque, la semi-remorque et l'essieu amovible;

39° «véhicule-taxi»: un véhicule automobile servant au transport de personnes, contre rémunération, qui nécessite un permis

de la Commission des transports du Québec et dont le nombre de passagers est déterminé par règlement du gouvernement adopté en vertu de la Loi des transports (1972, chapitre 55);

40° «vélomoteur»: un véhicule routier muni d'un moteur d'une cylindrée n'excédant pas cent-vingt-cinq centimètres cubes et qui n'est pas un cyclomoteur;

41° «voie»: la surface délimitée ou non de la chaussée ayant une largeur suffisante pour permettre à un véhicule routier de circuler.

Lorsqu'une semi-remorque est supportée par un essieu amovible, ce dernier véhicule n'est pas considéré dans le calcul des véhicules qui composent un ensemble de véhicules routiers.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION

SECTION I

LE BUREAU DES VÉHICULES AUTOMOBILES

2. Est institué au ministère des transports, un service connu sous le nom de Bureau des véhicules automobiles.

Ce Bureau est chargé du contrôle de la compétence des conducteurs de véhicules routiers, de la sécurité routière en ce qui a trait au comportement des usagers de la route, de même que des normes de sécurité relatives aux véhicules utilisés, notamment par la délivrance de permis et l'immatriculation des véhicules routiers.

3. Le Bureau est formé d'un directeur général ainsi que du personnel nécessaire à l'application du présent code.

4. Le directeur général administre et dirige le Bureau sous l'autorité du ministre des transports et sous la surveillance du ministre du revenu en ce qui concerne la perception des droits exigibles.

5. Le directeur général peut prescrire les formules en usage pour l'immatriculation des véhicules routiers ou la délivrance ou le retrait d'un permis prescrit par le présent code ou toute autre formule nécessaire à l'application d'une disposition du présent code ou d'une loi ou d'un règlement édicté en vertu de celle-ci et dont l'application relève du Bureau.

6. Le directeur général adopte, pour l'usage du Bureau, un sceau approuvé par le gouvernement qui fait preuve *prima facie* de la provenance du document et de son authenticité devant les tribunaux.

Ce sceau doit être gardé sous clef par le directeur général et son utilisation doit être autorisée généralement ou spécialement par ce dernier.

7. La signature du directeur général peut valablement être apposée sous la forme d'un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé sur les actes, documents et écrits constatant l'octroi d'un droit ou d'un privilège ou constatant l'imposition d'une obligation, et émis en vertu du présent code ou d'une loi ou d'un règlement édicté en vertu de celle-ci et dont l'application relève du Bureau.

8. La signature du directeur général peut valablement être apposée au moyen d'un appareil automatique sur un avis de retrait, de suspension ou révocation d'un permis, de même que sur un document ou écrit constatant le retrait d'une approbation, d'un droit ou d'un privilège ou constatant l'imposition d'une obligation, et émis en vertu du présent code ou d'une loi ou d'un règlement édicté en vertu de celle-ci et dont l'application relève du Bureau.

Cet appareil ou la partie de cet appareil servant à apposer la signature, doit être gardée sous clef par le directeur général et son utilisation autorisée généralement ou spécialement par ce dernier.

9. La signature du directeur général peut aussi valablement être apposée en la manière prescrite à l'article 7 sur un avis de suspension lorsque le présent code oblige le directeur général à imposer une suspension.

10. Les sommes provenant du paiement des droits perçus par le Bureau sont versées au fonds consolidé du revenu.

Malgré le premier alinéa, tout montant perçu par le Bureau en vertu du paragraphe *b* du troisième alinéa de l'article 25 et de l'article 69 est versé à la Régie de l'assurance automobile du Québec, déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement.

11. Le directeur général peut, par règlement:

a) déterminer les normes de sécurité auxquelles doit satisfaire un véhicule routier pour être autorisé à circuler;

b) déterminer les connaissances minimales, vérifiées par examen, que doit avoir une personne pour être autorisée à conduire un véhicule routier;

c) établir, après consultation du comité consultatif médical, un guide médical pour l'émission des permis de conduire, des permis d'apprenti-conducteur et des permis de chauffeur de taxi.

Les règlements adoptés par le directeur général en vertu du premier alinéa entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

12. Aucun renseignement, sur une matière de la compétence du Bureau, ne peut être communiqué sous quelque forme que ce soit, sans l'approbation du directeur général.

Un tel renseignement n'est communiqué que si le demandeur fait la preuve, à la satisfaction du directeur général, qu'il a un intérêt légitime de l'obtenir. Toutefois, le renseignement ainsi fourni ne peut être revendu, donné ou divulgué à moins d'une autorisation expresse à cet effet du directeur général.

Sauf dans les cas de renseignements fournis à un corps public de police pour des fins de sécurité publique ou à un autre ministère pour des fins gouvernementales, le directeur général doit percevoir les droits prévus par règlement du gouvernement.

13. Le directeur peut, par écrit, déléguer généralement ou spécialement à une personne qu'il désigne l'exercice des pouvoirs que lui attribue le présent code.

SECTION II

LE COMITÉ CONSULTATIF MÉDICAL

14. Le gouvernement peut constituer un comité consultatif médical composé de membres de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

Le nombre des membres du comité est déterminé par le gouvernement.

15. Les membres du comité ont droit à une allocation de présence et au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, suivant les modalités et pour le montant fixés par règlement du gouvernement.

16. Ce comité a pour fonction:

a) de faire des recommandations au directeur général à la suite de l'étude des rapports médicaux, des dossiers et de la docu-

mentation qui lui sont transmis concernant l'état de santé et l'aptitude physique d'un détenteur ou d'un requérant de permis de conduire, de permis d'apprenti-conducteur ou de permis de chauffeur de taxi;

b) de donner, à la demande du directeur général, son avis sur l'état de santé et l'aptitude physique d'un détenteur ou d'un requérant de permis de conduire, de permis d'apprenti-conducteur ou de permis de chauffeur de taxi;

c) donner au directeur général des avis de nature médicale.

17. Les membres du comité consultatif médical se réunissent sur convocation du directeur général.

18. Le secrétaire du comité consultatif médical est désigné par le directeur général et le représente à chacune des réunions du comité; au cas d'absence ou d'incapacité de cette personne, le directeur général désigne un remplaçant parmi les membres du comité.

SECTION III

LES RAPPORTS MÉDICAUX

19. Un médecin ou un optométriste doit informer le directeur général, du nom, de l'adresse, de la date de naissance et, dans le cas du médecin, du diagnostic clinique de tout patient de seize ans et plus atteint d'une maladie visée au guide médical ou, dans tous les cas, lorsqu'il a des raisons sérieuses de croire, sur le plan médical, que ce patient peut constituer un risque en conduisant un véhicule routier.

20. Le directeur général, sur réception d'un rapport visé à l'article 19, peut suspendre, révoquer, refuser d'émettre ou de renouveler le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le permis de chauffeur de taxi, en restreindre les effets ou requérir de cette personne qu'elle se soumette à un nouvel examen médical par un médecin qu'il détermine ou à un autre examen de la vue et en produise le rapport au Bureau dans le plus bref délai.

21. Aucun recours en dommages ne peut être intenté contre un médecin ou un optométriste pour s'être conformé aux dispositions de l'article 19.

22. Le rapport visé à l'article 19 est réservé à l'information du directeur général, du comité consultatif médical ou du fonctionnaire désigné par le directeur général pour le représenter

auprès du comité consultatif médical, et ne doit pas être rendu public; il ne peut être admis en preuve en aucun cas dans un procès ou dans des procédures judiciaires, si ce n'est dans le cours de l'application de l'article 20.

SECTION IV

INFRACTIONS ET PEINES

23. Quiconque contrevient à l'article 19, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents dollars.

CHAPITRE III

L'IMMATRICULATION

24. Le propriétaire d'un véhicule routier, possédé ou utilisé au Québec, doit l'immatriculer pour la période prévue à l'article 26, à moins qu'il n'en soit exempté par une disposition du présent code.

SECTION I

LA DEMANDE

25. L'immatriculation d'un véhicule routier et son renouvellement est demandé, par le propriétaire ou son mandataire, en suivant les formalités prescrites par le directeur général et en payant les droits exigibles.

Le propriétaire d'un véhicule routier sujet à l'immatriculation doit informer sans délai le directeur général de tout changement d'adresse survenu depuis la dernière demande d'immatriculation.

Aucune immatriculation d'un véhicule routier ne peut être effectuée à moins que la personne qui la requiert:

a) n'ait fourni au Bureau une déclaration d'assurance conformément à l'article 96 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68) pour le véhicule routier concerné ou n'ait fourni les attestations requises par cette loi; et

b) n'ait versé au Bureau, en sus des droits exigibles, le montant fixé en vertu de l'article 151 de cette loi.

26. À moins d'une disposition contraire prescrite dans un règlement du gouvernement, l'immatriculation est valide pour la

totalité ou pour une partie d'une année et débute et expire le jour prescrit par règlement du gouvernement.

27. Une corporation peut demander l'immatriculation à son nom d'un véhicule routier, à la condition que cette demande soit accompagnée d'une déclaration indiquant tous les renseignements prescrits par règlement du gouvernement.

Une corporation peut présenter une seule demande d'immatriculation pour plusieurs véhicules routiers dont elle est propriétaire.

28. Aucune immatriculation ne peut être faite au nom d'une société; néanmoins, un véhicule routier appartenant à une telle société peut être immatriculé au nom d'un associé.

29. L'immatriculation peut être demandée par un mineur, lorsque le titulaire de l'autorité parentale consent par écrit à cette demande.

S'il n'y a pas de titulaire de l'autorité parentale ou s'il est dans l'impossibilité de manifester son consentement, cet écrit peut être déposé par une personne qui peut fournir une preuve satisfaisante qu'elle assume de fait la garde de ce mineur.

Dans le cas d'un mineur émancipé ou d'un mineur commerçant, l'immatriculation peut être faite à son nom, à la condition que ce mineur fasse la preuve de son statut.

30. Une personne qui établit sa résidence au Québec doit, dans les trente jours de son établissement, immatriculer son véhicule routier au Québec.

31. Le directeur général doit refuser l'immatriculation d'un véhicule routier si celui qui en fait la demande n'est pas en mesure de prouver qu'il est propriétaire du véhicule ou que celui pour qui il en fait la demande est propriétaire du véhicule.

32. L'immatriculation est constatée, soit par le certificat et la plaque d'immatriculation ou l'un des deux émis par le directeur général, soit par un certificat d'immatriculation temporaire délivré conformément à l'article 40.

SECTION II

LES EXEMPTIONS

33. La machinerie agricole possédée par un agriculteur ainsi que les véhicules non motorisés, à l'exception du cyclomoteur, sont exempts d'immatriculation.

34. Sauf s'ils sont utilisés sur un chemin public, les véhicules routiers suivants sont exempts d'immatriculation:

- a) le véhicule routier entreposé par le fabricant;
- b) le véhicule routier livré par fardier à un marchand;
- c) le véhicule routier possédé par un titulaire d'un permis de marchand et entreposé pour fins de vente;
- d) le véhicule routier possédé par le curateur public;
- e) le véhicule routier remisé, confisqué ou saisi par un agent de la paix;
- f) le véhicule routier mis au rancart et dont le transfert de propriété a été effectué au Bureau et dont le certificat et le numéro de série ont été remis au Bureau;
- g) la motoneige spécialement exemptée par règlement du gouvernement;
- h) le tracteur de ferme possédé par un agriculteur.

35. La petite remorque ou semi-remorque de location à court terme, appartenant à une personne ne détenant pas de permis de location de la Commission des transports du Québec, est exempte d'immatriculation si le contrat de location, pour cette remorque ou semi-remorque, est conclu à l'extérieur du Québec et que celle-ci est en la possession du locataire.

Dans le cas du premier alinéa, le locataire doit être en possession d'un contrat mentionnant l'endroit où la location s'est effectuée et le point de destination finale.

36. Le véhicule routier dont il n'est fait aucun usage et dont tous les pneus sont enlevés ou dont les skis ou patins ou dont la courroie sans fin destinée à être en contact avec le sol, sont enlevés, est exempt d'immatriculation.

37. Tout véhicule de promenade, possédé au Québec par un non-résident, est exempt d'immatriculation au Québec, pour une période de trois mois.

L'exemption prévue au premier alinéa n'existe:

a) que si le véhicule de promenade est immatriculé conformément à la loi du lieu de la résidence de son propriétaire ou de sa place d'affaires et que la personne qui le conduit est autorisée à cette fin par la loi de ce lieu;

b) que si le véhicule de promenade porte les plaques d'immatriculation de ce lieu pour la période valide de ce lieu; et

c) que si cette personne fournit, à la demande du directeur général ou d'un agent de la paix chargé de l'application du présent code, la preuve de cette immatriculation et de cette autorisation.

SECTION III

LE CERTIFICAT ET LA PLAQUE D'IMMATRICULATION

38. Le certificat d'immatriculation délivré par le directeur général contient les renseignements qu'il détermine.

Ce certificat doit porter la signature du détenteur et du directeur général.

Le propriétaire inscrit au certificat est présumé le propriétaire du véhicule routier.

39. Un véhicule routier immatriculé au Québec doit, durant toute l'année, être muni d'une plaque d'immatriculation valide délivrée par le directeur général.

40. Le directeur général peut émettre un certificat d'immatriculation temporaire ou une plaque d'immatriculation amovible ou les deux, dans tous les cas et aux conditions prescrites par règlement du gouvernement.

41. La plaque d'immatriculation doit être solidement fixée à l'arrière du véhicule routier, sauf dans le cas où le directeur général détermine que la plaque doit être fixée en un autre endroit. Lorsque la délivrance de deux plaques d'immatriculation est prescrite par règlement du gouvernement, celles-ci doivent être apposées l'une à l'avant et l'autre à l'arrière du véhicule routier.

Le directeur général peut, à l'égard de l'une ou l'autre des catégories de plaques établies en vertu de l'article 46, déterminer un mode de fixation particulier. Une plaque d'immatriculation doit être suffisamment éclairée et libre de tout objet ou matière pouvant en empêcher la lecture.

42. Le certificat d'immatriculation temporaire doit être collé dans la partie supérieure droite de la vitre arrière du véhicule routier.

43. Un agent de la paix ou un officier du ministère, chargé de l'application du présent code, peut en tout temps, requérir du conducteur d'un véhicule routier le nettoyage immédiat de la plaque d'immatriculation dont est muni son véhicule.

44. La plaque d'immatriculation doit porter les inscriptions déterminées par le directeur général de même que le numéro

d'immatriculation attribué par le Bureau au véhicule routier auquel elle se rapporte.

Aucune autre plaque qui peut être confondue, de quelque façon que ce soit, avec une plaque d'immatriculation ne peut être fixée à l'avant ou l'arrière d'un véhicule routier; néanmoins, le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une plaque qui peut être exigée en vertu d'une autre loi en vigueur au Québec.

45. Le directeur général demeure le propriétaire de la plaque d'immatriculation et peut en reprendre la possession lorsque l'immatriculation du véhicule routier auquel elle se rapporte expire, est suspendue ou révoquée.

46. Le directeur général peut, pour l'application des dispositions relatives à l'immatriculation, établir des catégories de plaques d'immatriculation en fonction de la catégorie ou sous-catégorie de véhicule routier, de son usage ou, en certain cas, en fonction du territoire où il est utilisé.

Le directeur général en donne avis à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION IV

LA CESSION D'UN VÉHICULE ROUTIER

47. Un transfert d'immatriculation doit se faire sans délai.

48. Jusqu'à ce que le transfert d'immatriculation ait eu lieu, le propriétaire inscrit au dossier du directeur général demeure responsable d'une infraction imputable au propriétaire en vertu du présent code.

49. Au cas de cession du droit de propriété d'un véhicule routier, à l'exception d'un véhicule non motorisé et dans ce cas, exception faite d'un cyclomoteur, le propriétaire du véhicule doit effectuer un transfert d'immatriculation conformément à l'une ou l'autre des procédures suivantes:

1° Entre deux parties non titulaires d'un permis de marchand, impliquant un seul véhicule et dont la partie cédante n'acquiert pas de nouveau véhicule:

a) la partie qui cède le véhicule doit enlever la plaque d'immatriculation et la remettre au Bureau, accompagnée du certificat correspondant;

b) le nouvel acquéreur doit immatriculer ce véhicule à son nom.

2° Entre deux parties non titulaires d'un permis de marchand et impliquant deux véhicules, chaque propriétaire du véhicule cédé conserve sa plaque d'immatriculation et demande au directeur général un nouveau certificat correspondant au nouveau véhicule.

Le présent paragraphe ne s'applique qu'au cas de cession de véhicules routiers de même catégorie de plaques d'immatriculation à défaut de quoi, les dispositions du paragraphe 1° régissent ce transfert d'immatriculation.

3° Entre deux parties dont l'une est titulaire d'un permis de marchand:

a) lorsqu'il s'agit d'une cession faite par le marchand, l'acquéreur doit obtenir une immatriculation conformément au présent code;

b) lorsqu'il s'agit d'une cession à un marchand sans l'acquisition par le cédant d'un autre véhicule, le cédant remet le certificat au marchand après l'avoir endossé et remet la plaque d'immatriculation au Bureau;

c) lorsqu'il s'agit d'une cession faite à un marchand, accompagnée d'une acquisition par le cédant, celui-ci conserve la plaque d'immatriculation et remet le certificat au marchand après l'avoir endossé.

4° Entre deux parties titulaires d'un permis de marchand, chaque partie doit obtenir du directeur général un certificat constatant le transfert d'immatriculation et acquitter s'il y a lieu les droits prescrits par règlement du gouvernement.

5° Entre trois parties ou plus et impliquant trois véhicules ou plus, le transfert d'immatriculation s'effectue selon les dispositions applicables de la présente section, avec les adaptations nécessaires.

6° Par suite d'un décès, d'une donation, d'un partage, d'une faillite, de l'exercice d'un droit de reprise, d'une cession complète d'une entreprise ou d'une vente en justice, le nouveau propriétaire, sur production d'une preuve de son titre de propriété, doit remettre le certificat au Bureau et en obtenir un nouveau en acquittant les droits exigibles prescrits par règlement du gouvernement.

50. Un propriétaire qui met au rancart un véhicule routier doit remettre au directeur général le certificat, la plaque d'immatriculation et le numéro de série du véhicule.

51. Une personne qui remet en circulation un véhicule routier mis au rancart doit soumettre ce véhicule à l'inspection mécanique et obtenir du directeur général un nouveau numéro de

série sur paiement des droits prescrits par règlement du gouvernement; sur production du certificat de l'état mécanique, le directeur général peut délivrer un nouveau certificat et une nouvelle plaque d'immatriculation.

52. A moins d'une disposition contraire dans un règlement du gouvernement, le propriétaire d'un véhicule routier dont l'immatriculation, autorisant à circuler sur un chemin public, n'a pas été renouvelée au cours des deux dernières années doit, pour l'immatriculer à nouveau, soumettre ce véhicule à l'inspection mécanique; sur production du certificat de l'état mécanique et d'une preuve de son titre de propriété, le directeur général peut délivrer un certificat et une plaque d'immatriculation.

53. A moins d'une disposition contraire dans un règlement du gouvernement, lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier, celui-ci ne peut être immatriculé à moins que ne soit remis au Bureau, en même temps que la demande d'immatriculation, un certificat indiquant l'état mécanique du véhicule, délivré conformément aux conditions prescrites par règlement du gouvernement.

54. Nul ne peut délivrer un certificat d'état mécanique à moins qu'il ne soit titulaire du permis prescrit à cette fin par règlement du gouvernement.

SECTION V

LE PORT DU CERTIFICAT

55. Une personne qui conduit un véhicule routier sur un chemin public doit avoir avec elle:

a) le certificat d'immatriculation du véhicule ainsi que l'attestation d'assurance ou de solvabilité prévue aux articles 97 et 102 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68); et

b) le contrat de location, lorsque le véhicule routier est sous bail; ou

c) un document faisant preuve de la durée du prêt, lorsque le véhicule est prêté par un marchand.

56. Une personne qui conduit un véhicule routier sur un chemin public doit remettre les pièces visées à l'article 55 sur demande d'un officier autorisé par le directeur général et muni d'un certificat d'identité signé par le directeur général et attestant qu'il est chargé de l'exécution du présent code, sur demande d'un agent de la paix ou, sur demande d'une personne intéressée, lorsque le véhicule routier concerné est impliqué dans un accident,

afin que cette personne, cet agent de la paix ou cet officier puisse examiner ces pièces.

Sous réserve des autres dispositions du présent code, ces pièces doivent être remises à leur détenteur dès qu'examen en a été fait.

SECTION VI

INFRACTIONS ET PEINES

57. Le propriétaire d'un véhicule routier qui ne se conforme pas à l'un des articles 39, 41, 42, 44 ou 55, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars.

58. Quiconque contrevient au deuxième alinéa de l'article 25, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars.

59. Quiconque contrevient à l'article 47, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars.

60. Quiconque contrevient à l'un des articles 24, 30, 49, 54 ou 56, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.

61. Quiconque utilise un véhicule routier à des fins pour lesquelles une catégorie de plaques d'immatriculation est établie par le directeur général sans que le véhicule ne soit muni d'une plaque de cette catégorie, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cinq cents dollars.

62. Quiconque, lors d'une demande d'immatriculation d'un véhicule routier donne sciemment une information ou un renseignement faux ou trompeur, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

63. Quiconque:

a) conduit, sur un chemin public, un véhicule routier muni d'une plaque d'immatriculation altérée;

b) conduit, sur un chemin public, un véhicule routier muni d'une plaque factice;

c) altère une plaque d'immatriculation au point d'empêcher l'identification d'un véhicule routier;

d) fabrique ou installe, sur un véhicule routier, une plaque factice;

commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

CHAPITRE IV

LES PERMIS DE CONDUIRE

64. Pour les fins de l'application du présent chapitre, les mots «véhicule routier» n'incluent pas le véhicule non motorisé.

SECTION I

LES CLASSES DE PERMIS

65. Nul ne peut conduire un véhicule routier sur un chemin public à moins d'être titulaire:

a) d'un permis de conduire de la catégorie et de la classe appropriée déterminée par règlement du gouvernement; ou

b) d'un permis d'apprenti-conducteur de la classe appropriée déterminée par règlement du gouvernement.

SECTION II

L'ÉMISSION

66. Pour obtenir un permis de conduire qui autorise à circuler sur un chemin public, une personne doit, en outre des autres conditions prévues par règlement du gouvernement:

a) être âgée d'au moins seize ans, avoir suivi avec succès un cours de conduite approuvé par le directeur général, et avoir réussi les examens de compétence du Bureau; ou

b) être âgée d'au moins dix-huit ans, avoir été titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur pendant une période de cinq mois, et avoir réussi les examens de compétence du Bureau.

67. Pour obtenir un permis d'apprenti-conducteur, une personne doit être âgée d'au moins seize ans et satisfaire aux autres conditions prescrites par règlement du gouvernement.

Ce permis ne peut être délivré, pour la conduite d'une motocyclette, qu'aux personnes inscrites à un cours de conduite de motocyclette, approuvé par le directeur général.

68. Aucun permis de conduire ou permis d'apprenti-conducteur ne peut être délivré à un mineur, à moins que le titulaire de l'autorité parentale ne consente à la délivrance de ce permis par un écrit déposé au Bureau.

S'il n'y a pas de titulaire de l'autorité parentale ou s'il est dans l'impossibilité de manifester son consentement, cet écrit peut être déposé par une personne qui peut fournir une preuve satisfaisante qu'elle assume de fait la garde de ce mineur.

69. Aucun permis de conduire ou permis d'apprenti-conducteur ne peut être délivré ni renouvelé, à moins que la personne qui en requiert la délivrance ou le renouvellement, n'ait versé au Bureau, en sus des droits exigibles, le montant fixé en vertu de l'article 151 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68).

70. Le titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur doit, en conduisant un véhicule routier autre qu'une motocyclette, être assisté d'une personne titulaire d'un permis de conduire de la catégorie et de la classe appropriée, déterminée par règlement du gouvernement.

71. Le titulaire d'un permis de conduire, qui assiste un apprenti-conducteur, doit prendre place à ses côtés, être en état de conduire un véhicule routier et être en mesure de guider les manoeuvres de l'apprenti-conducteur et d'intervenir au besoin.

72. Le permis d'apprenti-conducteur est valide pour une période maximum de six mois et il peut être renouvelé, sur demande, jusqu'à ce que son titulaire satisfasse aux conditions d'obtention d'un permis de conduire.

73. Nul ne peut conduire un véhicule de commerce public, un véhicule-taxi ou un autobus à moins d'être âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus soixante-dix ans.

74. Nul ne peut conduire un véhicule-taxi en service, à moins d'être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie et de la classe appropriée et d'un permis de chauffeur de taxi prescrit par règlement du gouvernement.

Nul ne peut conduire un véhicule-taxi en service, à moins d'avoir informé, dès son engagement, le directeur général du nom du détenteur de permis de propriétaire de taxi pour lequel il assurera le service, ainsi que du numéro d'immatriculation du véhicule dont ce détenteur est propriétaire et avec lequel il assurera ordinairement le service.

Lorsqu'un détenteur de permis de chauffeur de taxi n'assure plus le service régulièrement, pour un détenteur de permis de propriétaire de taxi, il doit en aviser sans délai le directeur général, par écrit.

Le permis de chauffeur de taxi devient caduc, lorsque son détenteur omet d'aviser par écrit le directeur général, dans les cinq jours qui suivent celui où il a commencé d'assurer effectivement le service, du nom du détenteur du permis de propriétaire de taxi pour lequel il assure le service ainsi que du numéro d'immatriculation du véhicule dont ce détenteur est propriétaire et avec lequel il assure ordinairement le service.

Le permis de chauffeur de taxi devient également caduc, lorsque son détenteur omet d'aviser par écrit, dans les cinq jours suivant la cessation de son emploi, le directeur général qu'il n'assure plus effectivement le service pour un détenteur de permis de propriétaire de taxi.

75. Nul ne peut conduire un cyclomoteur sur un chemin public à moins:

a) d'être âgé d'au moins dix-huit ans; ou

b) d'être âgé de plus de quatorze ans, mais de moins de dix-huit ans, et d'être porteur d'un document, signé par la personne qui a la garde d'un tel conducteur, attestant l'âge du conducteur et l'autorisation qui lui a été donnée de conduire un cyclomoteur sur un chemin public.

76. Le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur et le permis de chauffeur de taxi est délivré en suivant les formalités et les conditions prescrites par règlement du gouvernement.

Le permis, délivré par le directeur général, contient les renseignements qu'il détermine.

77. Le titulaire d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi doit informer, sans délai, le directeur général de tout changement d'adresse survenu depuis la dernière émission de son permis.

Sur preuve que le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le permis de chauffeur de taxi a été perdu, volé, détruit ou rendu inutilisable et, moyennant le versement des droits prescrits par règlement, le directeur général délivre un duplicata.

SECTION III

LES PERMIS DE CONDUIRE DES NON-RÉSIDENTS

78. Un non-résident peut conduire un véhicule routier au Québec, pendant une période d'au plus trois mois consécutifs, sans être titulaire d'un permis de conduire délivré par le directeur général, à la condition que:

a) ce non-résident soit titulaire d'un permis de conduire valide délivré par une autre province ou un autre État; et

b) cette autre province ou cet autre État accorde le même privilège au résident du Québec qui conduit un véhicule routier sur ses chemins publics; et

c) le permis de conduire délivré par cette autre province ou cet autre État autorise son titulaire à conduire le véhicule routier qu'il conduit au Québec; et

d) ce non-résident respecte toutes les clauses restrictives que peut contenir le permis dont il est titulaire, en conduisant un véhicule routier au Québec.

79. Un étudiant, coopérant ou stagiaire étranger, qui réside au Québec pour y suivre des études ou un stage de formation dans une institution d'enseignement, est dispensé de l'obligation de se procurer un permis de conduire du Québec, pour conduire un véhicule de promenade pendant la durée de ses études ou de son stage, à la condition que:

a) cet étudiant, coopérant ou stagiaire soit titulaire d'un permis de conduire valide délivré par une autre province ou un autre État; et

b) cet autre province ou cet autre État accorde le même privilège à un étudiant, coopérant ou stagiaire du Québec qui conduit un véhicule de promenade sur ses chemins publics; et

c) le permis délivré par cette autre province ou cet autre État autorise son titulaire à conduire la catégorie de véhicule automobile qu'il conduit au Québec; et

d) cet étudiant, coopérant ou stagiaire respecte toutes les clauses restrictives que peut contenir le permis de conduire dont il est titulaire, en conduisant un véhicule de promenade au Québec.

80. Un non-résident qui, dans le cadre de son emploi de chauffeur, conduit un véhicule routier au Québec, est dispensé de l'obligation de se procurer un permis de conduire du directeur général, lorsqu'il est titulaire d'un permis de conduire valide délivré par une autre province ou un autre État, l'autorisant à conduire le véhicule routier qu'il conduit au Québec.

Malgré le premier alinéa, un non-résident qui, dans le cadre de son emploi de chauffeur, conduit un véhicule routier immatriculé uniquement au Québec, doit être titulaire d'un permis de conduire délivré par le directeur général.

81. Un non-résident, titulaire d'un permis international de conduire valide, délivré par son pays d'origine, est autorisé à conduire un véhicule routier sur les chemins publics du Québec.

Au Québec, seul le directeur général est habilité à délivrer des permis de conduire internationaux, à une personne qui y réside, conformément aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

82. Une personne qui est titulaire d'un permis de conduire valide, délivré par une autre autorité administrative que le directeur général, et qui établit sa résidence au Québec doit, pour conduire un véhicule routier au Québec, obtenir un permis de conduire du Québec, dans les trente jours de son arrivée.

83. Une personne qui est titulaire d'un permis de conduire valide, délivré par une autre province, peut, si elle devient résidente au Québec, échanger sans examen ce permis pour un permis de conduire du Québec, en payant les droits prescrits par règlement du gouvernement. Cependant, ce privilège ne s'étend pas au permis autorisant à conduire un véhicule de commerce public ou privé, un véhicule taxi ou un autobus, à moins d'un accord spécifique à cet égard entre cette autre province et le Québec.

Une personne qui est titulaire d'un permis de conduire valide, délivré par une juridiction autre que celle visée au premier alinéa doit, pour obtenir un permis du Québec, subir avec succès un examen de compétence et acquitter les droits prescrits par règlement du gouvernement.

Cependant, cette personne n'est pas astreinte à l'obligation de suivre un cours de conduite ou d'être titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur.

84. Sur preuve qu'il est titulaire d'un permis de conduire valide, délivré par son pays d'origine ou par le pays où il était en poste, peut obtenir, sans examen, un permis de conduire du Québec, pour toute la durée de son assignation au Québec, en payant les droits prescrits par règlement du gouvernement:

a) un consul, un vice-consul ou une personne ayant le rang de consul ou de vice-consul, un délégué commercial d'un pays ou son adjoint, le conjoint et tout enfant âgé de dix-huit ans et plus de telles personnes;

b) le président ou un membre du secrétariat de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale;

c) un représentant à temps plein ou un suppléant des pays ou États Membres de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

SECTION IV

LES EXAMENS

85. Le directeur général établit les formalités, les modalités et le contenu des examens de compétence que doit subir le requérant d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi.

Le directeur général peut aussi exiger un examen médical ou que lui soit fourni un certificat de capacité visuelle ou auditive.

86. Le directeur général peut rappeler à subir un examen visé à l'article 85, le titulaire d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi, délivré par le Bureau:

a) qui conduisait un véhicule routier alors que ce dernier a été impliqué dans un accident;

b) qui est âgé de soixante-dix ans ou plus;

c) dont le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le permis de chauffeur de taxi a fait l'objet d'une suspension;

d) qui veut faire modifier la classe de son permis de conduire, de son permis d'apprenti-conducteur ou une restriction qui y apparaît;

e) qui n'a pas subi d'examen depuis trois ans; ou

f) lorsque le comportement de ce conducteur sur le chemin public ou son état de santé lui donne lieu de croire que sa compétence à conduire doit être vérifiée.

Le directeur général doit, à tous les dix ans, rappeler à subir un examen, tout titulaire d'un permis de conduire délivré par le Bureau.

87. Une personne qui n'a pas renouvelé son permis de conduire du Québec, au cours des trois années qui ont immédiatement précédé sa demande de permis de conduire, doit subir l'examen visé à l'article 85, établi par le directeur général.

SECTION V

LE PORT DU PERMIS

88. Une personne qui conduit un véhicule routier sur un chemin public doit avoir avec elle, en plus des documents visés à l'article 55, son permis de conduire, son permis d'apprenti-conducteur ou son permis de chauffeur de taxi, le cas échéant.

89. Une personne qui assiste un apprenti-conducteur dans la conduite d'un véhicule routier sur un chemin public, doit avoir avec elle son permis de conduire.

90. Les personnes visées aux articles 88 et 89 doivent remettre leur permis de conduire, leur permis d'apprenti-conducteur ou leur permis de chauffeur de taxi sur demande d'un agent de la paix, d'un officier du ministère ou, sur demande de toute personne intéressée, lorsque le véhicule routier concerné est impliqué dans un accident, afin que cette personne, cet agent de la paix, ou officier puisse examiner ce permis.

Sous réserve des autres dispositions du présent code, ce permis doit être remis à son détenteur dès qu'examen en a été fait.

91. Un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un permis de chauffeur de taxi doit porter la signature du directeur général et de son titulaire.

Nul ne peut être titulaire de plus d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi valide de la même classe délivré par le directeur général; la personne qui détient un duplicata valide d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi doit le retourner au directeur général aussitôt qu'elle reprend possession de l'original.

SECTION VI

INFRACTIONS ET PEINES

92. Quiconque contrevient à l'un des articles 75, 88 ou 89, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars.

93. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 77, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars.

94. Quiconque contrevient à l'un des articles 65, 70, 73, au premier alinéa de l'article 74, à l'article 90 ou au deuxième alinéa de l'article 91 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.

95. Quiconque, lors d'une demande de permis de conduire, donne sciemment une information ou un renseignement faux ou trompeur, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

CHAPITRE V

LES PERMIS DE GARAGISTE, DE MARCHAND ET DE RECYCLEUR

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

96. Pour les fins de l'application de ce chapitre, les mots «véhicule routier» ne comprennent pas les véhicules non motorisés à l'exception du cyclomoteur.

97. Nul ne peut exploiter un garage, faire le commerce de véhicules routiers ou agir comme recycleur, à moins qu'il ne soit titulaire du permis approprié.

Nul ne peut obtenir ou être titulaire d'un permis de garagiste, de marchand ou de recycleur à moins qu'il n'ait une place d'affaires conforme aux conditions prescrites par règlement du gouvernement.

Le directeur général, peut, sur demande, émettre un duplicata du permis de marchand, garagiste ou de recycleur pour chaque succursale du commerce.

98. Une personne qui désire obtenir un permis de garagiste, de marchand ou de recycleur doit en faire la demande au directeur général et l'accompagner des droits prescrits par règlement du gouvernement.

99. Une même personne peut être titulaire à la fois d'un permis de garagiste, de marchand et de recycleur; dans ce cas, le cautionnement visé à l'article 102, versé pour exercer une de ces activités, vaut pour les autres.

100. Lorsqu'un titulaire d'un permis de garagiste, de marchand ou de recycleur cesse ses opérations, il doit en aviser le directeur général dans le mois suivant la fin des opérations et lui retourner son permis.

101. Les droits que confère un permis de garagiste, de marchand ou de recycleur sont personnels et ne peuvent être valablement transportés à une autre personne, sauf dans les cas de décès ou de faillite du détenteur du permis.

Dans le cas d'une société ou d'une corporation, le permis de garagiste, de marchand ou de recycleur ne peut être délivré qu'à titre personnel au représentant dûment mandaté par la corporation et il est, pour les fins de ce chapitre, considéré comme propriétaire.

102. La personne qui fait la demande d'un permis de marchand ou de recycleur doit fournir un cautionnement au montant prévu par règlement du gouvernement et l'engagement visé au troisième alinéa.

La personne qui requiert un permis de garagiste, doit fournir un cautionnement au montant prévu par règlement du gouvernement, l'engagement visé au troisième alinéa ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité, tant pour elle-même que pour les personnes sous son autorité, relative au dommage matériel causé par les véhicules routiers qui lui sont confiés en raison de ses fonctions ou de son activité habituelle.

L'assurance prévue au présent article doit couvrir, de la manière prévue à l'article 106 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68), la responsabilité découlant de leur fait personnel.

La caution doit s'engager par écrit à maintenir en vigueur le cautionnement, pour la période prescrite par règlement du gouvernement, à moins d'un avis écrit donné, au directeur général, au moins trois mois avant son annulation.

103. Le directeur général doit révoquer, sans délai, le permis de tout marchand, garagiste ou recycleur lorsque le cautionnement qui s'y rapporte cesse d'être en vigueur ou est annulé.

104. Le directeur général peut refuser la délivrance d'un permis de garagiste, de marchand ou de recycleur, le suspendre ou le révoquer.

105. Le permis de garagiste, de marchand ou de recycleur est signé par le directeur général et contient les mentions qu'il détermine; sur preuve que ce permis a été détruit ou perdu, le directeur général délivre un duplicata sur paiement des droits prescrits par règlement du gouvernement.

106. Le titulaire d'un permis de garagiste, de marchand ou de recycleur doit l'afficher en évidence dans son garage ou son établissement.

Le titulaire d'un permis de marchand ou de recycleur doit inscrire le numéro de son permis et la date de son expiration sur tout contrat de vente ou d'achat qu'il conclut pendant que ce permis est en vigueur.

107. Sauf dans le cadre d'une vente en justice ou d'une vente par syndic, nul ne peut offrir en vente ou vendre un véhicule routier dans une foire, un marché ou un encan à moins d'être titulaire d'un permis et avoir fourni un cautionnement dont la nature, l'objet, la durée, le montant et les modalités sont prescrits par règlement du gouvernement.

108. Un marchand de véhicules routiers doit faire au directeur général, suivant la forme qu'il détermine, un rapport mensuel de toutes ventes, achats ou échanges de véhicules routiers usagés ou neufs effectués durant le mois.

109. Un officier du ministère ou un agent de la paix chargé de l'application du présent code est autorisé à visiter, aux heures d'affaires, un garage et examiner tout véhicule routier qui s'y trouve.

110. Un recycleur qui récupère un véhicule routier encore muni du numéro de série ou de la plaque d'immatriculation doit le remettre, sans délai, au directeur général.

111. Le titulaire d'un permis de recycleur doit tenir, en la manière déterminée par le directeur général, un registre indiquant:

a) chaque véhicule routier ou pièces usagées, accessoires, carcasses, châssis ou engin de tout véhicule routier reçu ou acquis par lui, sa description et le numéro d'identification, la date de la réception ou de l'acquisition, le nom et l'adresse de la personne de qui il l'a acquis ou reçu;

b) chaque véhicule routier ou carcasse, châssis ou moteur ou transmission dont il a disposé, la description et le numéro d'identification, la date de la disposition et le nom et l'adresse de la personne qui en a acquis la propriété;

c) chaque véhicule routier détruit ou démantelé par lui, la date de la destruction ou du démantèlement.

Le titulaire d'un permis de recycleur doit conserver, en tout temps, à sa place d'affaires, le registre visé au premier alinéa.

Un officier du ministère ou un agent de la paix chargé de l'application du présent code, est autorisé à visiter l'établissement

titulaire d'un permis de recycleur, inspecter son inventaire, consulter le registre visé au premier alinéa et le confisquer s'il y a lieu.

SECTION II

INFRACTIONS ET PEINES

112. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 106 ou à l'article 108, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars.

113. Quiconque contrevient à l'un des articles 97, 100, 111 ou au deuxième alinéa de l'article 106, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.

114. Quiconque contrevient à l'un des articles 107 ou 110, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

CHAPITRE VI

L'ENSEIGNEMENT DE LA CONDUITE D'UN VÉHICULE ROUTIER

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

115. Nul ne peut, moyennant rémunération, donner, offrir de donner des cours ou autre enseignement sur la conduite d'un véhicule routier, exploiter une école de conduite, prétendre en exploiter une ou agir de manière à laisser croire qu'il exploite une telle école, à moins qu'il ne soit titulaire du permis prescrit à cette fin par règlement du gouvernement ou alors que son permis a été suspendu ou révoqué par le directeur général.

116. Un fonctionnaire du ministère des transports, son conjoint ou son enfant mineur, ne peut, sous peine de destitution, avoir des intérêts directs ou indirects dans une école de conduite mettant en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa fonction.

Toutefois, il n'y a pas lieu à destitution si un tel intérêt lui échoit par succession, legs ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

À moins qu'il n'ait reçu une permission écrite du ministre des transports, un fonctionnaire du ministère des transports ne peut collaborer à l'enseignement, au sein d'une école de conduite qui dispense un ou des programmes de formation relatifs à la conduite d'un véhicule routier, sous peine de mesures disciplinaires.

117. Un spécialiste invité comme conférencier, par un titulaire d'un permis d'école de conduite, pour faire un exposé sur un sujet prévu au programme d'enseignement, est dispensé de l'obligation de détenir le permis visé à l'article 115.

118. Une personne qui désire obtenir ou renouveler un permis visé à l'article 115 doit en faire la demande par écrit au directeur général, en suivant les formalités et les conditions prescrites par règlement du gouvernement.

119. Un permis délivré en vertu du présent chapitre demeure la propriété du ministre des transports.

120. Un permis d'école de conduite ne peut être transféré qu'avec l'autorisation préalable du directeur général et en autant que l'acquéreur satisfasse aux conditions d'obtention prescrites par règlement du gouvernement.

121. Toute vente ou fusion d'école de conduite, toute transaction ou contrat de nature à produire un changement dans le contrôle ou l'administration d'une école de conduite, doit être approuvé préalablement par le directeur général et en autant que la personne qui acquiert le contrôle ou l'administration satisfasse aux conditions d'obtention prescrites par règlement du gouvernement.

122. Le directeur général peut:

- a) déterminer le contenu des programmes d'enseignement et des examens de qualification;
- b) prescrire les formules, registres qui doivent être utilisés dans l'exploitation des permis prévus au présent chapitre;
- c) déterminer les mentions qui doivent apparaître sur les permis.

123. Le directeur général peut refuser l'émission d'un permis d'école de conduite, d'un permis de formateur ou d'un permis de formation ou suspendre le privilège d'en obtenir un. Il peut

révoquer ou suspendre un permis d'école de conduite ou un permis de formateur.

124. Une personne dont le permis de formateur a été suspendu ou révoqué peut, avec l'autorisation du directeur général, se présenter à un examen de qualification.

125. Le directeur général peut également rappeler à subir l'examen de qualification, tout détenteur d'un permis de formateur:

- a) qui est âgé de soixante-dix ans et plus;
- b) qui n'a pas subi d'examen de qualification depuis quatre ans.

126. Une personne qui a subi un échec aux examens de qualification peut se présenter à un examen de reprise, à la condition qu'il se soit écoulé un délai de quatre-vingt-dix jours entre la tenue du premier examen et la reprise et qu'elle ait versé les droits prescrits par règlement du gouvernement.

127. Le directeur général peut exiger que tout détenteur de permis de formateur qui subit un échec à l'examen de qualification s'inscrive à nouveau, à un programme de formation professionnelle relatif à la conduite d'un véhicule routier, de la catégorie et de la classe appropriée.

SECTION II

INFRACTION ET PEINES

128. Quiconque contrevient à l'article 115, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

CHAPITRE VII

LA SUSPENSION ET LA RÉVOCATION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

129. Pour les fins du présent chapitre, les mots «véhicule routier» ne comprennent pas les véhicules non motorisés à l'exception du cyclomoteur.

130. Le directeur général peut refuser l'immatriculation d'un véhicule routier ou son renouvellement, en restreindre les effets, suspendre le privilège d'en obtenir une. Il peut aussi révo-

quer une telle immatriculation ou la suspendre et exiger la remise du certificat et de la plaque d'immatriculation.

Le directeur général n'est pas tenu de remettre en vigueur une immatriculation.

131. Le directeur général doit retirer ou faire retirer la plaque d'immatriculation et le certificat, lorsque la personne qui les détient ne satisfait pas aux obligations imposées par l'article 84 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68) concernant l'assurance de responsabilité.

132. Le directeur général peut refuser l'émission ou le renouvellement d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi, en restreindre les effets ou suspendre le privilège d'en obtenir un. Il peut aussi révoquer un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un permis de chauffeur de taxi, ou le suspendre et exiger la remise de ce permis et de tout autre permis de conduire émis par une autre autorité administrative.

Le directeur général n'est pas tenu de remettre en vigueur un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un permis de chauffeur de taxi.

133. Le directeur général doit suspendre tout permis de chauffeur de taxi, dans le cas où son détenteur est condamné pour une infraction au règlement sur le transport par véhicule-taxi adopté par le gouvernement en vertu de la Loi des transports (1972, chapitre 55), ou ne remplit plus les conditions d'obtention ou de détention prescrites par règlement du gouvernement.

Dans le cas où le permis de chauffeur de taxi est suspendu pour une infraction au règlement sur le transport par véhicule-taxi, le directeur général peut remplacer ce permis, par un autre permis de conduire, en autant que la personne remplisse les conditions d'obtention prescrites par règlement du gouvernement.

134. Le directeur général peut reviser sa décision de suspendre, révoquer ou d'émettre un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un permis de chauffeur de taxi.

135. Le directeur général doit, lorsqu'il refuse d'émettre, révoque, suspend ou restreint les effets d'un permis visé au présent code, ou une immatriculation ou le privilège d'en obtenir, donner un avis écrit à la personne concernée, lui indiquant les motifs à l'appui de sa décision et les recours qu'elle peut exercer s'il en est.

136. La suspension d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi n'est pas limitée à la période de validité de ce permis.

137. Le greffier d'une cour de juridiction pénale, criminelle, ou municipale, ou une autre personne sous son autorité, doit aviser le directeur général de toute condamnation pour une infraction aux articles du Code Criminel mentionnés à la présente section, aux articles 186, 187, 191 et 192 de la Loi de l'assurance automobile (1977, chapitre 68), aux articles du présent code, aux articles de la Loi des autoroutes (Statuts refondus 1964, chapitre 134) ou d'un règlement adopté en vertu de cette dernière loi, aux articles d'un règlement d'une autorité locale et, dans ces deux derniers cas, que pour des infractions dont la nature est assimilable à une infraction prévue à un article du présent code.

L'avis prévu au premier alinéa doit être donné, dans les trente jours de la condamnation, et être accompagné de tous les renseignements requis par le directeur général.

Le greffier peut apposer ou faire apposer sa signature sur l'avis prévu au premier alinéa, au moyen d'un appareil automatique ou sous la forme d'un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé.

138. Le directeur général, sur réception de l'avis prévu à l'article 137, suspend sans délai, pour une période de trois mois, le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un d'une personne déclarée coupable d'infraction à l'un des articles 233 1°, 233 2°, 233 4°, 234, 235 2° et 236 du Code criminel ou, si l'infraction a été commise avec un véhicule routier, l'un des articles 203, 204 et 219 du même code.

139. Toutefois, s'il s'agit d'une première infraction, la personne condamné, immédiatement après la déclaration de culpabilité ou la sentence, peut obtenir du juge qui l'a prononcée d'ordonner au directeur général de lui délivrer un permis restreint si elle établit, à la satisfaction du juge, qu'elle doit conduire un véhicule routier pour l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance.

Si cette personne n'a pas, pour un motif valable dont la preuve lui incombe, présenté sa demande au temps prévu par le premier alinéa, elle peut encore le faire en s'adressant, par requête, au même juge ou à un juge du même tribunal; si ce tribunal ne siège pas dans le district où la personne entend présenter sa requête, celle-ci peut alors être adressée à un juge d'un tribunal civil, sauf une cour municipale.

La décision est finale et sans appel.

140. Le directeur général, sur réception de l'ordonnance prévue à l'article 139, délivre le permis restreint; la suspension prévue à l'article 138 est alors prolongée à six mois.

Si le directeur reçoit l'ordonnance alors que la suspension prévue à l'article 138 a déjà commencé à courir, la période de suspension prolongée doit être le double du nombre de jours qui restent à courir à la suspension déjà imposée.

141. Le permis restreint est délivré ou maintenu en autant que le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un n'est pas révoqué, suspendu ou non renouvelé pour une autre cause.

142. Si une personne est condamnée pour une infraction aux articles 234 et 235 ou 234 et 236 du Code criminel, commise lors d'un même événement, une seule suspension de trois mois est imposée.

143. Les suspensions prévues au présent code prennent effet quinze jours à compter de la date de l'avis de suspension du directeur général. L'avis est présumé avoir été reçu lorsqu'il a été expédié à la dernière adresse reçue au Bureau.

144. Quand, par suite d'un accident d'automobile, au sens de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68) et sauf dans les cas où l'assurance de responsabilité n'est pas obligatoire en vertu de cette loi, des dommages pour un montant excédant apparemment deux-cent-cinquante dollars sont causés, le directeur général, sur réception de l'avis prévu dans l'article 433, suspend:

a) le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un de toute personne qui conduisait un véhicule routier impliqué dans l'accident;

b) l'immatriculation ou le privilège d'en obtenir une de tout véhicule routier immatriculé au nom de tel conducteur; et

c) le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un de chaque propriétaire inscrit d'un véhicule routier impliqué dans l'accident, et l'immatriculation ou le privilège d'en obtenir une, de tout véhicule routier immatriculé au nom de tel propriétaire.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas visés aux articles 145 et 146.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas non plus quand les seuls dommages matériels sont ceux subis par l'unique véhi-

cule routier impliqué dans l'accident ou les effets mobiliers qu'il contenait.

145. S'il est démontré, à la satisfaction du directeur général, que lors de l'accident, un véhicule routier était légalement stationné, en la possession d'un tiers l'ayant eu par vol ou l'ayant pris sans permission, ou en possession d'un tiers pour remisage, réparation ou transport, la suspension du permis de conduire, du permis d'apprenti-conducteur, de l'immatriculation ou des privilèges d'en obtenir ne doit pas avoir lieu; si elle a déjà été imposée, elle doit être annulée sans délai.

146. Si le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule routier impliqué dans un accident fournit au directeur général une attestation d'assurance ou de solvabilité requise par la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68), valide au moment de l'accident, le directeur général ne peut suspendre le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur, l'immatriculation ou les privilèges d'en obtenir; si une suspension a déjà été imposée, elle doit être annulée sans délai.

147. Lorsque le directeur général suspend un permis, une immatriculation ou les privilèges d'en obtenir en vertu de l'article 144, il ne doit révoquer cette suspension tant que le détenteur n'a pas fourni à sa satisfaction:

a) une garantie de satisfaire à tout jugement découlant de l'accident, d'un montant ne dépassant pas trente cinq milles dollars, en outre des intérêts et des frais, sauf à déduire des dommages matériels à autrui deux cents dollars ou, à partir du 1^{er} mars 1978, pour les accidents survenus à compter de cette date, d'un montant ne dépassant pas le montant visé à l'article 87 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68); ou

b) une preuve d'exonération ou d'acquiescement de toute réclamation découlant de l'accident, jusqu'à concurrence du montant applicable.

148. À moins d'y être autrement obligée, la personne visée à l'article 147 n'a plus à fournir de garantie:

a) lorsque la prescription est acquise;

b) lorsqu'elle a fourni une preuve de paiement des dommages causés lors de l'accident; ou

c) lorsqu'elle a été libérée par jugement définitif de toute responsabilité pour les dommages découlant de l'accident.

149. Lorsqu'il n'est pas satisfait dans le délai d'exécution à une condamnation définitive prononcée au Canada, pour domma-

ges d'au moins cent dollars, résultant de blessures ou décès découlant d'un accident de véhicule routier survenu après le 30 septembre 1961, ou pour dommages aux biens d'autrui, découlant de tel accident, et excédant deux cents dollars, ou si l'accident est survenu le ou après le 1^{er} mars 1978, pour dommages aux biens d'autrui, découlant de tel accident, et excédant deux cent cinquante dollars, le directeur général suspend tout permis de conduire, permis d'apprenti-conducteur, toute immatriculation de véhicule routier ou les privilèges d'en obtenir au nom du débiteur.

La suspension demeure en vigueur, pour les accidents survenus après le 30 septembre 1961, tant que le débiteur n'a pas satisfait à la condamnation, jusqu'à concurrence de trente-cinq milles dollars, en outre des intérêts et des frais, sauf à déduire des dommages aux biens d'autrui deux cents dollars ou, à partir du 1^{er} mars 1978, pour les accidents survenus à compter de cette date, jusqu'à concurrence du montant prescrit à l'article 87 de la Loi sur l'assurance automobile ou, dans les deux cas, tant qu'il n'a pas conclu une entente, à la satisfaction du directeur général, avec son créancier, à l'effet d'effectuer le paiement par versements réguliers.

Le directeur général doit réitérer la suspension de permis ou d'immatriculation, sur réception d'un avis du créancier notifiant l'interruption, par le débiteur, du paiement par versements.

150. Lorsque le Fonds a effectué un paiement pour satisfaire à un jugement, aucun permis de conduire, permis d'apprenti-conducteur ou immatriculation ne doit être accordé au débiteur ou remis en vigueur, tant que ce dernier n'a pas remboursé au Fonds, le montant total déboursé avec intérêts, ou n'a pas convenu avec le Fonds d'un paiement par versements.

Le directeur général doit réitérer la suspension de permis ou d'immatriculation, sur réception d'un avis du Fonds notifiant l'interruption, par le débiteur, du paiement par versements.

151. Nul ne peut conduire un véhicule routier ou un véhicule-taxi en service alors que son permis de conduire, son permis d'apprenti-conducteur, son permis de chauffeur de taxi ou son privilège d'en obtenir un est sous le coup d'une suspension ou d'une révocation.

152. Lorsqu'une personne a été ou s'est reconnue coupable d'avoir conduit un véhicule routier ou un véhicule-taxi en service, alors que son permis de conduire, son permis d'apprenti-conducteur, son permis de chauffeur de taxi ou le privilège d'en obtenir un était sous le coup d'une suspension, le directeur général doit suspendre le permis de cette personne pour une période additionnelle de trois mois.

153. Nul ne peut laisser conduire un véhicule routier ou un véhicule-taxi en service, alors qu'il sait que le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur, le permis de chauffeur de taxi ou le privilège d'en obtenir de cette personne est sous le coup d'une suspension ou d'une révocation.

154. Sur demande écrite signée par le directeur général, un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code peut confisquer le certificat et la plaque d'immatriculation, le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le permis de chauffeur de taxi d'une personne dont le permis ou l'immatriculation a été suspendu ou révoqué.

SECTION II

LES POINTS DE DÉMÉRITE

155. Dans la présente section, les mots «personne condamnée» s'appliquent à une personne condamnée pour une infraction visée au règlement du gouvernement ou qui a payé l'amende pour cette infraction.

156. Une personne condamnée se voit attribuer le nombre de points de démerite prévu par règlement du gouvernement, pour cette infraction.

157. Le directeur général tient un dossier pour toute personne visée à l'article 156 et y inscrit, dès qu'il est informé, le nombre de points prévu pour chaque infraction pour laquelle elle est condamnée.

158. Le directeur général est informé qu'une personne est condamnée, lorsqu'il reçoit un avis à cet effet du greffier de toute cour de juridiction pénale ou criminelle, du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute autorité locale, du Bureau juridique du Code de la route du ministère de la justice, d'un directeur de corps police, ou qu'il est en possession de copies de rapports d'avocats ou de substituts du procureur général mentionnant qu'une personne est condamnée.

159. Dès que le nombre de points inscrits, en vertu de l'article 157 au dossier d'une personne est six, sept ou huit, le directeur général doit lui faire parvenir, à la dernière adresse reçue au Bureau, un avis l'informant du nombre de points inscrits à son dossier. Malgré ce qui précède, le défaut par le directeur général de donner un tel avis n'entraîne pas la nullité d'un tel avis donné ultérieurement ou de toute action ultérieure que le directeur général peut ou doit exercer en vertu de la présente section.

160. Dès que le nombre total de points inscrits, en vertu de l'article 157, au dossier d'une personne est neuf, dix ou onze, le directeur général doit, à la dernière adresse reçue au Bureau, faire parvenir à la personne concernée un avis l'informant du nombre de points inscrits à son dossier en lui rappelant ses pouvoirs de suspension.

Dans le cas visé au premier alinéa, le directeur général peut également convoquer la personne concernée à comparaître devant un fonctionnaire qu'il désigne à cette fin, pour qu'elle démontre qu'il n'y a pas lieu de suspendre son permis ou son privilège d'en obtenir un, ou de prolonger la suspension déjà imposée en vertu du présent chapitre.

Le défaut par le directeur général de donner l'avis visé au premier alinéa, n'entraîne pas la nullité d'un tel avis donné ultérieurement ou de toute autre action ultérieure que le directeur général peut ou doit exercer en vertu de la présente section.

L'avis de convocation, visé au premier alinéa, est présumé avoir été reçu lorsqu'il a été expédié à la dernière adresse fournie au Bureau.

161. Après avoir entendu la personne convoquée en vertu de l'article 160, le fonctionnaire doit faire ses recommandations au directeur général qui peut, par écrit motivé:

a) ne pas suspendre le permis de cette personne ou son privilège d'en obtenir un dans le cas où il juge que le motif qui lui a été soumis est suffisant pour faire une telle recommandation;

b) convoquer cette personne à subir un examen de conduite;

c) exiger qu'elle suive un cours de conduite d'une école qu'il reconnaît à cette fin;

d) exiger que cette personne assiste à des séances d'éducation en sécurité routière;

e) restreindre le permis de conduire ou le permis d'apprenti-conducteur de cette personne;

f) suspendre le permis de cette personne ou son privilège d'en obtenir un pour une période n'excédant pas trente jours, dans le cas où il le juge à propos, en tenant compte des représentations qui lui ont été faites;

g) émettre, dans le cas d'une suspension, un permis spécial autorisant cette personne à conduire un véhicule routier déterminé, ou un type déterminé de véhicule routier, pour l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance.

162. Le fonctionnaire peut recommander au directeur général de suspendre, pour une période n'excédant pas trente jours,

le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un de la personne convoquée, lorsque cette personne fait défaut de se présenter devant lui, conformément à la convocation qui lui a été faite, ou fait défaut de se conformer à la décision du directeur général en vertu de l'article 161.

163. Chaque fois que le directeur convoque une personne à comparaître, en vertu de l'article 160, le délai de comparution qu'il fixe doit être d'au moins quinze jours francs, à compter de la convocation qu'il lui a faite.

164. Dès que le nombre de points inscrits, en vertu de l'article 157, au dossier d'une personne est douze ou un nombre plus élevé que douze, le directeur général doit suspendre le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un de cette personne pour une période de trois mois.

165. Lorsque le directeur général doit suspendre, en vertu de l'article 138 ou 164, le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un d'une personne, pour une seconde fois dans une période de deux ans depuis la date à laquelle il a déjà procédé à une suspension en vertu dudit article, il suspend alors le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un de cette personne pour une période de six mois.

166. Si le directeur général doit suspendre, en vertu de l'article 138 ou 164, le permis de conduire ou le permis d'apprenti-conducteur d'une personne, pour une troisième fois dans une période de deux ans depuis la date à laquelle il a déjà procédé à une suspension en vertu dudit article, il suspend alors le permis de conduire ou le permis d'apprenti-conducteur de cette personne, pour une période de douze mois.

167. Lorsqu'il s'agit d'une personne qui ne détient pas de permis de conduire ou de permis d'apprenti-conducteur, et que le nombre de points inscrits à son dossier en vertu de l'article 157 la rendrait passible de la suspension de son permis si elle en avait détenu un, le directeur général lui suspend son privilège d'en obtenir un, pendant la période durant laquelle celui-ci aurait été suspendu, si cette personne avait été titulaire d'un tel permis.

168. Toute suspension ou refus d'émettre un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un, en vertu de la présente section, doit être motivé par écrit et transmis à l'intéressé, sous la signature du directeur général.

169. Le nombre de points de démerite qui est inscrit par le directeur général au dossier d'une personne devient nul et de nul effet à compter de la date où il s'est écoulé deux ans depuis que la condamnation a été prononcée ou le paiement a été effectué.

170. Chaque fois que le directeur général suspend un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou le privilège d'en obtenir un, en vertu des dispositions de la présente section, sauf la suspension imposée en vertu de l'article 161 ou 162, douze points de démerite deviennent nuls et de nul effet dans le dossier de la personne concernée; cependant les points excédentaires à douze demeurent pour une période de deux ans à compter de la date où ils ont pris effet.

SECTION III

INFRACTIONS ET PEINES

171. Quiconque contrevient à l'un des articles 151 ou 153 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

172. Quiconque refuse ou néglige de remettre au Bureau, à la demande du directeur général, un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur, un permis de chauffeur de taxi ou un certificat ou une plaque d'immatriculation délivrés en son nom et suspendus en vertu de la loi ou d'un jugement, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus mille dollars.

CHAPITRE VIII

LES ACCESSOIRES, ÉQUIPEMENTS ET NORMES DE CONSTRUCTION

SECTION I

LES PHARES, FEUX ET RÉFLECTEURS

173. Un véhicule automobile, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être muni d'au moins:

- a) deux phares blancs, simples ou jumelés, placés de chaque côté à l'avant;
- b) deux feux arrière, rouges ou jaunes, placés de chaque côté, à la même hauteur;

c) deux feux indicateurs de freinage rouges, placés de chaque côté à l'arrière, à la même hauteur et aussi espacés que possible l'un de l'autre;

d) deux feux de position, placés de chaque côté, à la même hauteur, à l'avant et à l'arrière;

e) deux feux indicateurs de changement de direction, jaunes ou blancs, placés de chaque côté à l'avant, à la même hauteur;

f) deux feux indicateurs de changement de direction, rouges ou jaunes, placés de chaque côté à l'arrière, à la même hauteur.

174. Les feux prescrits à l'article 173 peuvent être indépendants ou intégrés; dans le cas d'un ensemble de véhicules routiers, les feux prescrits aux paragraphes *b*, *d* et *f* doivent être apposés à l'arrière du dernier véhicule.

175. En outre des feux prescrits à l'article 173, un véhicule automobile, autre qu'un véhicule de promenade ou un ensemble de véhicules routiers mesurant en quelque endroit que ce soit plus de deux mètres de largeur, doit être muni:

a) à l'avant, de deux feux de gabarit jaunes, placés à la même hauteur et à au plus cent cinquante millimètres des extrémités supérieures droite et gauche du véhicule;

b) à l'arrière, de deux feux de gabarit rouges, placés à au plus cent cinquante millimètres des extrémités supérieures droite et gauche du véhicule;

c) à l'arrière, de deux réflecteurs rouges, placés de chaque côté;

d) à l'avant, de trois feux d'indentification jaunes, placés horizontalement au centre et aussi près que possible du sommet du véhicule; ces feux doivent être espacés d'au moins cent cinquante millimètres et d'au plus trois cents millimètres l'un de l'autre.

e) à l'arrière, de trois feux d'identification rouges, placés horizontalement au centre et aussi près que possible du sommet du véhicule; ces feux doivent être espacés d'au moins cent cinquante millimètres et d'au plus trois cents millimètres l'un de l'autre.

Dans le cas d'un ensemble de véhicules routiers, les feux d'indentification jaunes doivent être placés aussi près que possible du sommet du véhicule remorquant que sa structure permanente le permet et, les feux d'identification rouges, aussi près que possible du sommet de la remorque ou semi-remorque que la structure permanente le permet.

Dans le cas d'un véhicule automobile ou d'un ensemble de véhicules routiers n'ayant que la cabine du conducteur comme superstructure, les trois feux d'identification rouges et les deux réflecteurs rouges doivent être placés horizontalement à l'arrière de la plate-forme ou entre les deux feux arrière exigés pour tous les véhicules, à l'exception des feux de gabarit rouges qui, dans ce cas, ne sont plus prescrits dans la mesure où les feux arrière sont placés à au plus cent cinquante millimètres des extrémités droite et gauche du véhicule.

176. En outre des feux et réflecteurs prescrits aux articles 173 et 175, un véhicule automobile, autre qu'un véhicule de promenade, ou un ensemble de véhicules routiers dont la longueur excède six mètres, doit être muni de:

- a) deux feux jaunes, placés de chaque côté de la plateforme, aussi près que possible de la partie avant;
- b) deux feux rouges, placés de chaque côté de la plateforme, aussi près que possible de la partie arrière.

En outre des feux prescrits au premier alinéa un camion, une remorque ou une semi-remorque, fermé doit être muni de:

- a) deux feux jaunes, placés de chaque côté, à l'avant et le plus près possible du sommet du véhicule;
- b) deux feux rouges, placés de chaque côté, à l'arrière et le plus près possible du sommet du véhicule.

177. Une motocyclette ou un vélomoteur, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être muni d'au moins:

- a) un phare blanc à l'avant;
- b) un feu rouge à l'arrière;
- c) deux feux indicateurs de changement de direction, rouges ou jaunes, à l'arrière;
- d) un feu indicateur de freinage rouge, à l'arrière.

Les feux prescrits pour l'arrière peuvent être indépendants ou intégrés.

Lorsqu'une motocyclette ou un vélomoteur est employé avec une caisse adjacente, cette dernière doit être munie d'un feu rouge à l'arrière qui doit être placé le plus près possible de l'extrémité droite de la caisse.

En circulation sur les chemins publics, le phare doit être maintenu allumé en tout temps.

Le paragraphe c du premier alinéa du présent article s'applique à compter de la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du présent article.

178. Un cyclomoteur, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être muni d'au moins:

- a) un phare blanc à l'avant;
- b) un feu rouge à l'arrière;
- c) un feu indicateur de freinage rouge, à l'arrière.

Les feux prescrits pour l'arrière peuvent être indépendants ou intégrés.

En circulation sur les chemins publics, le phare doit être maintenu allumé en tout temps.

Le paragraphe c du premier alinéa du présent article s'applique à compter de la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du présent article.

179. Une bicyclette ou un tricycle, immobilisé ou en mouvement la nuit, sur un chemin public, doit être muni, à l'avant, d'un feu blanc et, à l'arrière, d'un feu rouge ou d'un réflecteur rouge.

180. Les phares blancs prescrits à la présente section doivent être ajustables et solidement fixés, de manière à ne pas osciller quand le véhicule routier est en mouvement.

Ils doivent être placés symétriquement, à la même hauteur et être ajustés de façon à donner, dans des conditions atmosphériques normales et sur une route horizontale, un éclairage permettant au conducteur de distinguer une personne ou un objet à cent cinquante mètres de distance.

Dans le cas d'un cyclomoteur, l'éclairage prévu à l'alinéa précédent doit être de quatre-vingt-dix mètres.

181. Un véhicule automobile peut être muni de phares antibrouillards, conformes aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

Ces phares doivent être placés à l'avant du véhicule et à la même hauteur mais pas plus haut que les phares blancs.

Lorsqu'un véhicule automobile est équipé de ces phares, il doit être muni d'un interrupteur de mise en code pouvant en contrôler l'utilisation indépendamment des phares blancs avant.

182. Un véhicule automobile ne peut être muni à l'arrière de plus de deux feux de recul; ces feux doivent demeurer éteints lorsqu'il est en marche avant.

183. Un véhicule routier qui circule en dehors d'une cité ou ville, et dont la largeur excède deux mètres, doit contenir les

torches, lampes, réflecteurs ou lanternes portatifs prescrits par règlement du gouvernement.

184. Un véhicule d'urgence de police peut être muni de feux rouges et bleus ou rouges ou bleus; les autres véhicules d'urgence doivent être munis de feux rouges seulement; ces feux peuvent être fixes, clignotants ou pivotants.

Les véhicules de service et les véhicules utilisés pour le déneigement ou pour l'entretien des chemins doivent être munis d'au moins un feu jaune fixe, clignotant ou pivotant.

185. Nul ne peut installer ou faire installer, sur ou à l'intérieur d'un véhicule routier autre que ceux prévus à l'article 184, un feu fixe, clignotant ou pivotant.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code, est autorisé à confisquer, pour ensuite le remettre au ministère, après en avoir délivré un reçu à la personne en possession du véhicule, un feu fixe, clignotant ou pivotant installé contrairement aux dispositions du présent code.

186. Les phares, feux et réflecteurs, prescrits à la présente section, doivent être visibles d'une distance d'au moins cent cinquante mètres.

Ils doivent constamment être tenus en bon état de fonctionnement et dégagés de toute matière obstruante.

187. Un agent de la paix ou un officier du ministère, chargé de l'application du présent code, peut, en tout temps, exiger d'un conducteur la réparation ou le nettoyage d'un phare, feu ou réflecteur donc est muni son véhicule.

188. Un véhicule routier, autre que ceux spécifiquement mentionnés à la présente section, et à l'exception du véhicule hippomobile, circulant sur un chemin public, doit être muni de deux phares blancs à l'avant et de deux feux rouges à l'arrière.

SECTION II

LES ROUES

189 Chaque roue d'un véhicule routier, à l'exception des véhicules montés sur chenilles, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être munie d'un pneu conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

190. Nul ne peut vendre, offrir en vente ou remplacer pour utilisation sur un chemin public, un pneu qui n'est pas conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

SECTION III

LES AVERTISSEURS SONORES

191. 1° Un véhicule automobile ou un cyclomoteur immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être muni d'un avertisseur sonore qui doit être maintenu en bon état de fonctionnement.

2° Nul ne peut utiliser l'appareil prescrit au paragraphe 1°, à moins qu'il ne le fasse dans un cas de nécessité.

3° Seul un véhicule d'urgence peut être muni d'une sirène ou d'un appareil produisant un son similaire et son usage est limité à des fins d'urgence seulement.

4° Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code est autorisé à confisquer, pour ensuite le remettre au ministère, après en avoir délivré un reçu à la personne en possession du véhicule, une sirène ou un appareil similaire installé contrairement aux dispositions du présent code.

5° Le paragraphe 4° ne s'applique pas à un dispositif d'alarme antivol, installé sur un véhicule routier conformément aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

192. Nul ne peut installer ou faire installer, dans un véhicule routier, un détecteur de radar et nul ne peut conduire, sur un chemin public, un véhicule routier muni d'un tel appareil.

Pour les fins du présent article, les mots «détecteur de radar» signifient tout appareil ou ensemble d'appareils servant à aviser le conducteur d'un véhicule routier de la présence d'un radar ou servant à nuire au fonctionnement normal d'un radar.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code qui a des raisons sérieuses de croire qu'un véhicule routier est muni d'un détecteur de radar peut faire immobiliser ce véhicule, en faire l'inspection et confisquer, pour ensuite le remettre au ministère, après en avoir délivré un reçu à la personne en possession du véhicule, un détecteur de radar qui s'y trouve.

SECTION IV

LES FREINS ET LES SILENCIEUX

193. Un véhicule automobile ou un ensemble de véhicules routiers, à l'exception d'une motocyclette et d'un vélomoteur, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être muni, en tout temps, d'au moins deux systèmes de freins en bon état de fonctionnement et suffisamment puissants pour immobiliser rapidement le véhicule en cas d'urgence et le retenir quand il est immobilisé.

Une remorque ou une semi-remorque partie d'un ensemble de véhicules routiers dont la masse excède, charge comprise, mille trois cents kilogrammes ou plus doit être munie d'un système de freins indépendant.

Dans un ensemble de véhicules routiers, une remorque ou une semi-remorque dont la masse excède de cinquante pourcent et plus la masse du véhicule remorqueur doit être munie d'un système de freins indépendant.

2. La motocyclette et le vélomoteur doivent être munis d'au moins deux systèmes de freins, agissant l'un sur la roue avant, l'autre sur la roue arrière et dont les contrôles sont indépendants l'un de l'autre. Ces systèmes doivent être en bon état de fonctionnement et être suffisamment puissants pour immobiliser rapidement la motocyclette et le vélomoteur en cas d'urgence et les retenir lorsqu'ils sont immobilisés.

3. La bicyclette et le cyclomoteur doivent être munis d'au moins un système de freins agissant sur la roue arrière; ce système doit être en bon état de fonctionnement et être suffisamment puissant pour immobiliser rapidement la bicyclette ou le cyclomoteur en cas d'urgence.

4. Le ministre des transports peut, s'il le juge à propos et aux conditions qu'il détermine, émettre des permis spéciaux pour exempter certains véhicules, utilisés pour des fins agricoles ou industrielles, de l'obligation d'être munis de freins conformément aux dispositions du présent article.

5. Nul ne peut conduire un véhicule automobile, un vélomoteur, un cyclomoteur ou un ensemble de véhicules routiers dont un système de freins a été modifié ou altéré de façon à en diminuer le rendement et l'efficacité.

194. Un véhicule routier autre que ceux spécifiquement mentionnés à la présente section, à l'exception du véhicule hippomobile, circulant sur un chemin public, doit être muni d'au moins un système de freins en bon état de fonctionnement.

195. Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code est autorisé à inspecter ou à faire inspecter le ou les systèmes de freins d'un véhicule routier ou ensemble de véhicules routiers et à exiger du conducteur qu'il le conduise au plus proche garage pour réparation immédiate, lorsqu'il a des raisons de croire que ceux-ci sont défectueux ou absents et que le véhicule constitue un éventuel danger.

196. Un véhicule automobile et un cyclomoteur, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être pourvu d'un silencieux et d'un système d'échappement en bon état de fonctionnement.

Aucun véhicule automobile ou cyclomoteur ne peut être muni d'un système d'échappement équipé d'un coupe-silencieux, d'un dérivatif ou autre dispositif similaire.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code est autorisé à inspecter ou faire inspecter le système d'échappement ou le silencieux d'un véhicule automobile ou d'un cyclomoteur et à exiger du conducteur la réparation et l'agencement de ce système ou de ce silencieux lorsqu'il a des raisons de croire qu'il est défectueux ou non conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

197. Nul ne peut vendre, offrir en vente ou remplacer pour utilisation sur un chemin public, un silencieux qui n'est pas conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

SECTION V

L'ESSUIE-GLACE, LE MIROIR, LE VERRE DE SÛRETÉ, LE PARE-CHOC ET L'ODOMÈTRE

198. Un véhicule automobile muni d'un pare-brise, à l'exception de la motocyclette et du vélomoteur, doit être muni, à l'avant, d'un système d'essuie-glace et de lave-glace mécanisé en bon état de fonctionnement.

199. Un véhicule automobile, à l'exception de la motocyclette et du vélomoteur, doit être muni d'au moins deux rétroviseurs fixés solidement et placés, l'un à l'intérieur au centre du pare-brise et l'autre à l'extérieur gauche du véhicule.

Lorsque le rétroviseur intérieur est inutilisable, un autre rétroviseur doit être placé à l'extérieur droit du véhicule automobile.

La motocyclette, le vélomoteur et le cyclomoteur doivent être munis d'un rétroviseur solidement fixé au véhicule.

200. Un véhicule automobile, à l'exception de la motocyclette et du vélomoteur, doit être muni aux portes, fenêtres, pare-brise et cloisons de sécurité de verre transparent conçu, fabriqué ou traité de façon à réduire considérablement la friabilité ou le danger d'éclatement.

201. Lorsqu'un véhicule routier a été muni originairement de pare-chocs par le fabricant, ils doivent être solidement fixés à sa carrosserie.

202. Un véhicule automobile, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, doit être muni d'un odomètre et d'un indicateur de vitesse en bon état de fonctionnement.

SECTION VI

LES NUMÉROS D'IDENTIFICATION

203. Un véhicule routier, à l'exception du véhicule hippomobile, doit être identifié par un numéro de série inscrit ou apposé par le fabricant ou par le directeur général, aux conditions et sur paiement des droits prescrits par règlement du gouvernement.

204. Sauf les cas prévus au présent code ou à moins d'autorisation spécifique du directeur général, nul ne peut modifier, effacer, rendre illisible, remplacer ou enlever le numéro de série identifiant un véhicule routier.

SECTION VII

LE GARDE-BOUE

205. Un véhicule automobile ou un ensemble de véhicules routiers à l'exception du tracteur de ferme, immobilisé ou en mouvement sur un chemin public, s'il n'est pas équipé de garde-boue permanents, doit être muni à l'arrière de garde-boue mobiles, en caoutchouc, en cuir ou en toute autre matière résistante. Leur extrémité inférieure ne doit pas être à une distance de plus de trois cent cinquante millimètres du sol calculée lorsque le véhicule n'est pas chargé et leurs extrémités latérales doivent excéder les pneus d'au moins cinquante millimètres de chaque côté.

Tout véhicule automobile équipé de pneus dont la largeur excède les garde-boue permanents, doit être muni de garde-boue mobiles conformément au premier alinéa.

SECTION VIII

LA CEINTURE DE SÉCURITÉ

206. Aux fins de la présente section, les mots «véhicule de promenade» signifient un véhicule automobile servant principalement au transport d'au plus dix personnes à la fois, à des fins personnelles et sans considération pécuniaire et incluent un véhicule de promenade collectif ainsi qu'un taxi ou un véhicule de promenade loué lorsqu'ils sont utilisés aux mêmes fins qu'un véhicule de promenade.

207. Nul ne peut, en tout ou en partie, enlever ou faire enlever, modifier ou faire modifier ou mettre ou faire mettre hors d'usage une ceinture de sécurité dont doivent être équipés, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, les sièges ou les banquettes d'un véhicule automobile.

208. Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule de promenade dont la ceinture de sécurité prévue pour le conducteur, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, a été enlevée, modifiée ou mise hors d'usage à moins qu'elle n'ait été remplacée par une autre ceinture de sécurité conforme à la dite loi.

209. Nul ne peut conduire un véhicule de promenade si la ceinture de sécurité prévue, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, pour la place qu'occupe un passager à l'avant a été enlevée, modifiée ou mise hors d'usage à moins qu'elle n'ait été remplacée par une autre ceinture de sécurité conforme à cette loi.

210. Une personne qui conduit sur un chemin public un véhicule de promenade équipé d'une ceinture de sécurité doit porter et boucler correctement cette ceinture.

211. Un passager, âgé de plus de cinq ans, qui occupe une place à l'avant dans un véhicule de promenade circulant sur un chemin public, doit porter et boucler correctement la ceinture de sécurité dont est équipée, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, la place qu'il occupe.

212. L'article 210 ne s'applique pas lorsque le véhicule est conduit en marche arrière.

213. Les articles 210 et 211 ne s'appliquent pas à une personne qui détient un certificat médical délivré par un médecin

en exercice attestant, pour la période de temps qui y est indiquée, qu'elle est incapable, pour raison médicale, de porter une ceinture de sécurité ou que ses caractéristiques physiques l'empêchent de porter une ceinture de sécurité.

Une copie certifiée conforme d'un certificat délivré conformément au premier alinéa doit être transmise sans délai par son détenteur au directeur général.

Une personne qui détient un certificat délivré conformément au premier alinéa doit porter avec elle ce certificat et doit le remettre sur demande à un agent de la paix afin qu'il en fasse l'examen. L'agent de la paix doit remettre ce certificat à son détenteur dès qu'examen en a été fait.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui ne peut remettre son certificat conformément au troisième alinéa.

214. Un passager âgé de plus de cinq ans mais de moins de seize ans ne peut être poursuivi pour une infraction à l'article 211.

215. Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule de promenade dans lequel a pris place, à l'avant, un passager qui n'est pas visé par le premier alinéa de l'article 213 qui est âgé de plus de cinq ans mais de moins de seize ans et dans lequel la place qu'occupe ce passager est équipée d'une ceinture de sécurité, à moins que ce passager ne porte et ne boucle correctement cette ceinture de sécurité.

216. Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule de promenade dans lequel a pris place un passager qui est âgé de moins de cinq ans à moins que ce passager ne soit retenu par un dispositif de sécurité prescrit par un règlement du gouvernement ou prescrit par une loi ou un règlement en vigueur au Québec.

217. La présente section ne s'applique pas à un véhicule de promenade à l'usage des membres d'un corps public de police et pouvant être utilisé pour le transport de personnes en état d'arrestation.

218. Dans le cas d'un véhicule de promenade de modèle antérieur à celui de l'année 1975, les articles 207, 208, 210, 211 et 215 ne s'appliquent pas à la partie de la ceinture de sécurité appelée «baudrier».

219. 1. Un conducteur ou un passager qui prend place dans un véhicule de promenade et qui est assujéti aux dispositions de la présente section doit, lorsque le véhicule est immobilisé à la suite d'un ordre d'un agent de la paix ou d'un officier du minis-

rière chargé de l'application du présent code, garder sa ceinture de sécurité correctement bouclée.

2. À moins de preuve contraire, un conducteur ou un passager qui omet de se conformer aux dispositions du premier alinéa, est présumé avoir conduit ou avoir pris place dans ce véhicule sans avoir porté et bouclé correctement sa ceinture de sécurité alors que le véhicule était en marche avant.

SECTION IX

LES CHANGEMENTS FAITS AU VÉHICULE AUTOMOBILE

220. Nul ne peut, à moins d'autorisation préalable du directeur général, apporter à un véhicule automobile, des modifications au châssis, à la carrosserie ou à un mécanisme susceptible d'en affecter la stabilité sur un chemin public ou toute autre modification pouvant en convenir le genre.

Un véhicule automobile ainsi modifié doit, avant d'être mis en circulation sur un chemin public, être soumis à une inspection mécanique, conformément au règlement du gouvernement; le certificat délivré doit attester que le véhicule peut circuler en toute sécurité sur un chemin public.

221. Nul ne peut remplacer les pièces d'un véhicule automobile ou d'un cyclomoteur si ce n'est par d'autres pièces offrant les mêmes caractéristiques et au moins les mêmes garanties de sécurité.

222. Une personne est tenue, dès que demande lui en est faite par un officier du ministère ou par un agent de la paix chargé de l'application du présent code qui a des motifs raisonnables de croire qu'un véhicule a été modifié, de soumettre le véhicule routier dont elle est propriétaire ou qu'elle conduit, à une inspection ayant pour but de s'assurer que les freins, les appareils de direction et les autres parties et accessoires servant à prévenir les accidents sont en bonne condition et que ce véhicule est conforme aux prescriptions du présent code.

Ce véhicule routier ne peut être remis en circulation que si la preuve est faite, à la satisfaction d'un officier du ministère ou d'un agent de la paix chargé de l'application du présent code, qu'il est conforme aux prescriptions du présent code.

223. Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code, qui a des raisons de croire que le chargement d'un véhicule routier représente un danger public, est autorisé à détenir ce véhicule jusqu'à ce que la situation ait été corrigée.

SECTION X

LES AUTRES NORMES DE CONSTRUCTION

224. Un véhicule automobile, utilisé au Québec, doit être muni en tout temps de tous les autres accessoires et équipements qu'une loi ou un règlement en vigueur au Québec oblige un fabricant à apposer.

Les accessoires et équipements dont il est fait mention au premier alinéa, doivent être tenus constamment en bon état de fonctionnement.

225. Un véhicule routier, conçu et fabriqué au Québec, doit être conforme aux normes de construction édictées par règlement du gouvernement.

SECTION XI

INFRACTIONS ET PEINES

226. Le propriétaire dont le véhicule n'est pas conforme aux exigences de l'un des articles 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 188, 191(1°), 198, 199, 200, 201, 205, ou 224, et quiconque contrevient à l'un des articles 187, 191(2°), 210, 211, 215, 216 ou 225, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars.

227. Le propriétaire dont le véhicule n'est pas conforme aux exigences de l'un des articles 189, 191(3°), 193(1°), 193(2°), 193(3°), 194, 195, 202 ou 203, et quiconque contrevient à l'un des articles 194, 217 ou 218 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars.

228. Quiconque contrevient à l'un des articles 190, 193(5°), 197, 220, 221 ou 222, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.

229. Quiconque contrevient à l'un des articles 192 ou 204, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

CHAPITRE IX

LA CIRCULATION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

230. 1° Une personne:

a) est tenue de se conformer à la signalisation installée par le ministre des transports, l'autorité locale, une personne visée à l'article 297 ou un propriétaire de chemin privé conformément à l'article 236;

b) doit obéir aux ordres ou signaux d'un agent de la paix qui a été investi par le ministre des transports ou l'autorité locale du pouvoir de diriger la circulation.

2° Le ministre des transports ou l'autorité locale doit installer, à toute intersection, une signalisation appropriée, pour au moins une chaussée.

231. Nul ne peut emprunter une propriété privée afin d'éviter de se conformer à une signalisation.

232. 1° Nul ne peut, à l'exception du ministre des transports ou de l'autorité locale, installer ou faire installer une signalisation sur un chemin public.

2° La signalisation installée par le ministre des transports ou l'autorité locale doit être conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

3° Le ministre des transports doit tenir un registre des chemins publics qu'il détermine comme étant des autoroutes et qui sont identifiés comme telles par une signalisation qui fait preuve que ces chemins publics sont des autoroutes.

4° Le ministre des transports est autorisé à enlever ou à faire enlever, sans avis et aux frais du propriétaire, toute affiche, signal, indication ou dispositif installé sur un chemin public, contrairement aux prescriptions de la présente section.

5° L'autorité locale est investie des mêmes pouvoirs sur les chemins publics dont elle a l'entretien.

233. 1° Le ministre des transports ou l'autorité locale peut, par une signalisation, réserver sur un chemin public dont il a l'entretien des voies de circulation à l'usage exclusif de certaines catégories de véhicules routiers.

2° Lorsque le ministre des transports ou l'autorité locale a aménagé des voies de circulation, conformément au paragraphe 1, nul autre véhicule routier, à l'exception de ceux spécifiquement autorisés, ne peut y être conduit.

234. Le ministre des transports ou l'autorité locale peut interdire, sur les chemins publics dont il a l'entretien, les virages en U ou déterminer les endroits où ils peuvent être exécutés.

235. 1° Nul ne peut placer, maintenir ou exhiber sur une propriété privée, tout affiche, signal, indication ou dispositif susceptible de créer de la confusion ou de faire obstruction à la signalisation apparaissant sur un chemin public.

2° Le propriétaire doit enlever ou faire enlever de sa propriété tout objet obstruant ou créant confusion avec une signalisation apparaissant sur un chemin public.

3° À défaut par lui de le faire, le ministre des transports ou l'autorité locale peut l'enlever ou le faire enlever aux frais du contrevenant.

236. Lorsqu'un chemin privé est ouvert à la circulation publique, la signalisation installée doit être conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

237. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, tout véhicule routier doit être conduit sur la voie de droite de la chaussée, sauf:

a) pour dépasser un autre véhicule qui circule dans le même sens;

b) quand la voie est obstruée ou fermée à la circulation; dans ce cas, le conducteur doit céder le passage au véhicule qui circule en sens inverse sur la voie non obstruée de la chaussée.

238. Sur une chaussée à deux voies ou plus de circulation dans un même sens, un véhicule routier doit être conduit à l'intérieur d'une seule voie et son conducteur doit s'abstenir de pénétrer dans une autre voie avant de s'être assuré que la manoeuvre peut se faire sans risque et après avoir signalé son intention.

Sur une chaussée à deux ou plusieurs voies de circulation dans un même sens, le fait que les véhicules routiers circulent plus rapidement sur une voie que sur une autre ne peut être considéré comme un dépassement.

239. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens et divisée en trois voies de circulation, un véhicule routier doit

être conduit sur la voie de droite de la chaussée; la voie du centre ne peut être empruntée que pour effectuer un dépassement ou un virage à gauche.

240. Le conducteur d'un véhicule routier qui circule à une vitesse inférieure à celle de l'allure de la circulation doit, sur une chaussée à plusieurs voies de circulation dans un même sens, conduire sur la voie d'extrême droite, à moins qu'il ne s'apprête à tourner à gauche et qu'il en ait signalisé son intention.

241. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, le conducteur d'un véhicule routier qui en dépasse un autre circulant dans le même sens doit signaler son intention au moyen des feux indicateurs de changement de direction et peut, en outre pendant la nuit, signaler au moyen d'appels de phares.

Nul ne peut effectuer un dépassement:

a) lorsque le conducteur d'un véhicule venant de l'arrière a déjà signalé son intention d'effectuer un dépassement;

b) lorsque la visibilité est insuffisante pour permettre de s'engager sans risque sur l'autre partie de la chaussée;

c) lorsque l'autre partie de la chaussée n'est pas libre de circulation sur une distance suffisante pour effectuer aisément et sans danger le dépassement et le retour à la droite.

242. Le conducteur d'un véhicule routier peut dépasser un cyclomoteur ou une bicyclette à l'intérieur de la même voie de circulation.

243. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, le conducteur d'un véhicule routier qui en dépasse un autre doit revenir sur la voie de droite le plus tôt possible, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il le peut sans risque et obstruction pour le véhicule dépassé.

244. Le conducteur d'un véhicule routier dépassé ou sur le point de l'être doit s'abstenir d'augmenter la vitesse de son véhicule pendant le dépassement.

245. Nul ne peut effectuer, avec un véhicule routier, des manoeuvres de louvoiement.

Doit être considéré comme des manoeuvres de louvoiement au sens du présent article, le fait pour le conducteur d'un véhicule routier d'effectuer, sur une chaussée à deux ou plusieurs voies de circulation dans un même sens, au moyen de deux changements de voie ou plus successifs, le dépassement de deux véhicules routiers ou plus circulant dans des voies de circulation distinctes.

246. Nul ne peut, en empruntant la voie réservée à la circulation en sens inverse, effectuer un dépassement :

a) en approchant du sommet et au sommet d'une élévation ou dans une courbe lorsque la vue du conducteur est obstruée sur une distance qui l'empêche de voir les véhicules qui pourraient venir en sens inverse;

b) sur une distance de trente mètres avant une intersection ou un passage à niveau, ni à l'intérieur de ceux-ci;

c) sur une distance de trente mètres avant un viaduc ou un tunnel, ni à l'intérieur de ceux-ci.

Le ministre des transports ou l'autorité locale peut imposer, au moyen d'une signalisation appropriée, les restrictions prévues au premier alinéa sur les chemins publics dont il a l'entretien et à l'intérieur des cités, villes et villages.

247. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, le conducteur d'un véhicule routier peut en dépasser un autre par la droite, après en avoir signalé son intention et s'être assuré que la manoeuvre peut se faire sans risque, quand le véhicule dépassé effectue ou est sur le point d'effectuer un virage à gauche; en aucun cas, il n'est permis de quitter complètement la chaussée.

248. Lorsqu'il y a une double ligne ou une ligne simple ininterrompue de démarcation de voie, nul conducteur ne doit les franchir pour effectuer un dépassement, sauf pour dépasser de la machinerie agricole ou un véhicule non motorisé et après s'être assuré que cette manoeuvre peut être effectuée sans risque.

249. Lorsqu'il y a une double ligne de démarcation de voie, formée d'une ligne continue et d'une ligne discontinue, le conducteur d'un véhicule routier ne peut la franchir pour effectuer un dépassement que si la ligne discontinue se trouve du côté de la voie où il circule.

250. Lorsqu'il y a une ligne discontinue de démarcation de voie, le conducteur d'un véhicule routier ne peut la franchir que pour effectuer un dépassement ou pour changer de voie conformément aux prescriptions du présent code.

251. Le conducteur d'un véhicule routier qui en suit un autre doit le faire à une distance prudente et raisonnable compte tenu de la vitesse, de la densité de la circulation, des conditions climatiques et de l'état de la chaussée.

252. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, en dehors des cités, villes ou villages, un véhicule routier dont la masse déclarée sur le certificat d'immatriculation est de cinq mille

cinq cents kilogrammes et plus, qui suit un véhicule semblable sur un chemin public doit, lorsque les conditions le permettent, laisser une distance d'au moins quatre-vingt-dix mètres entre eux.

253. En dehors des cités, villes ou villages, les conducteurs de véhicules routiers qui circulent en convoi doivent laisser entre eux un espace suffisant pour permettre à ceux qui les dépassent d'occuper sans risque l'espace intermédiaire.

254. Nul ne peut faire marche arrière à moins que cette manoeuvre puisse être effectuée sans risque et sans gêne pour la circulation.

Nul ne peut faire marche arrière sur un chemin à accès limité.

255. Nul ne peut circuler sur l'accotement d'un chemin public, sauf en cas de nécessité ou pour effectuer un dépassement conformément à l'article 247.

256. Sur un chemin public dont les chaussées sont séparées par un terre-plein ou un autre dispositif de séparation, le conducteur d'un véhicule routier ne doit franchir cette séparation qu'aux endroits aménagés à cette fin.

257. 1° Nul ne peut s'engager sur un chemin à accès limité ou le quitter si ce n'est aux points d'accès ou de sortie déterminés par le ministre des transports ou l'autorité locale.

2° Nul ne peut circuler sur un chemin à accès limité, avec un véhicule non motorisé.

3° Le ministre des transports ou l'autorité locale peut, sur un chemin à accès limité dont il a l'entretien, interdire la circulation des piétons, au moyen d'une signalisation.

258. Le ministre des transports ou l'autorité locale peut, sur les chemins à accès limité dont il a l'entretien, régir ou interdire, au moyen d'une signalisation appropriée, la circulation de certaines catégories de véhicules routiers.

259. Nul conducteur d'un véhicule routier ne peut freiner brusquement à moins d'y être obligé pour des raisons de sécurité.

260. Le conducteur de véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage, à changer de voie de circulation, à faire demi-tour ou à réintégrer la chaussée en provenance de l'accotement ou d'une aire de stationnement doit, après s'être assuré préalablement qu'il peut effectuer cette manoeuvre sans risque, signaler son intention à l'aide des signaux indicateurs du changement de direction.

261. Le conducteur d'un véhicule routier doit, lorsque le véhicule qu'il conduit n'a pas à être muni de signaux indicateurs de changement de direction, conformément au présent code, ou lorsque ceux-ci sont défectueux, signaler son intention à l'aide des signaux manuels suivants:

- a) arrêt ou diminution de vitesse: placer l'avant-bras en bas à l'extérieur;
- b) virage à droite: placer l'avant-bras en haut à l'extérieur;
- c) virage à gauche: placer le bras horizontalement à l'extérieur.

262. Les signaux prescrits aux articles 260 et 261 doivent être donnés d'une façon continue, sur une distance suffisante pour ne pas mettre en péril la sécurité des autres usagers du chemin public.

263. Le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche doit céder le passage à tout véhicule routier circulant en sens inverse à une distance telle qu'il y aurait danger à effectuer cette manoeuvre.

264. Sur une chaussée à deux voies ou plus de circulation dans un même sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à une intersection doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, se ranger à l'extrême gauche de la chaussée.

265. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à l'intersection d'une chaussée où la circulation se fait également dans les deux sens, doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, s'approcher de la ligne médiane de la chaussée sur laquelle il circule, continuer en ligne droite jusqu'à la ligne latérale de la chaussée sur laquelle il veut s'engager et effectuer le virage à gauche dès que la voie est libre, pour s'engager dans l'autre chaussée, à droite.

266. Sur une chaussée à circulation dans un même sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à l'intersection d'un chemin public où la circulation se fait dans les deux sens doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, s'approcher de l'extrême gauche de la chaussée sur laquelle il circule, continuer en ligne droite jusqu'à la ligne latérale de la chaussée sur laquelle il veut s'engager et effectuer le virage à gauche dès que la voie est libre, pour s'engager sur l'autre chaussée, à la droite de cette dernière.

Sur une chaussée à circulation dans un même sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à l'intersection d'une chaussée à deux voies ou plus de circulation dans les deux sens doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, s'approcher de l'extrême gauche de la chaussée sur laquelle il circule, continuer en ligne droite jusqu'à la ligne latérale de la chaussée sur laquelle il veut s'engager et effectuer le virage à gauche dès que la voie est libre, pour s'engager dans l'autre chaussée, à la droite et le plus près possible de la ligne médiane.

Sur une chaussée à deux voies ou plus de circulation dans les deux sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à l'intersection d'une chaussée à deux voies ou plus de circulation dans les deux sens doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, s'approcher de l'extrême gauche de la chaussée sur laquelle il veut s'engager et effectuer le virage à gauche dès que la voie est libre, pour s'engager sur l'autre chaussée, à la droite et le plus près possible de la ligne médiane.

Sur une chaussée à circulation dans un même sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à l'intersection d'une chaussée à circulation dans un même sens doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, s'approcher de l'extrême gauche de la chaussée jusqu'à la ligne latérale de la chaussée sur laquelle il veut s'engager et, si la voie est libre, tourner court à gauche.

267. Sur une chaussée à circulation dans les deux sens, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche à l'intersection d'une chaussée à circulation dans un même sens doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, s'approcher de la ligne médiane de la chaussée sur laquelle il circule, continuer en ligne droite jusqu'à la ligne latérale de la chaussée sur laquelle il veut s'engager et si la voie est libre, tourner court à gauche.

268. Le conducteur d'un véhicule routier qui veut effectuer un virage à droite à une intersection doit, après avoir signalé son intention et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, tourner court et ne pas empiéter sur la gauche ou le centre de la chaussée sur laquelle il s'engage.

269. Aux intersections ou croisements non réglementés par une signalisation, un conducteur de véhicule doit céder le passage à tout véhicule qui vient à sa droite.

270. Le conducteur d'un véhicule routier qui fait face à un signal «cédez» doit accorder la priorité de passage à tout véhicule

qui circule sur la voie sur laquelle il veut s'engager ou en est à une distance telle qu'il y aurait risque d'accident.

271. Le conducteur de véhicule routier qui fait face à un signal d'arrêt doit immobiliser son véhicule et céder le passage à un véhicule qui, venant d'une autre chaussée, s'engage dans l'intersection ou en est à une distance telle qu'il constitue un risque d'accident.

272. Le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à sortir d'une entrée privée pour traverser un chemin public ou s'y engager, doit céder le passage à tout véhicule routier qui circule sur ce chemin public.

Le conducteur d'un véhicule routier, entrant ou sortant d'une entrée ou d'un chemin privé, doit céder le passage à un piéton circulant sur un chemin public croisant cette entrée ou ce chemin privé.

273. 1° Le conducteur d'un autobus doit, lorsqu'il fait monter ou descendre des passagers, immobiliser son véhicule à l'extrême droite de la chaussée ou aux zones spécifiquement aménagées conformément au deuxième alinéa.

2° Le ministre des transports ou l'autorité locale peut déterminer des zones d'arrêts qu'il doit clairement identifier au moyen d'une signalisation appropriée.

274. À l'intérieur des cités et villes, lorsqu'il n'y a pas de voies réservées exclusivement à la circulation des autobus, le conducteur de véhicule routier doit céder le passage à un autobus immobilisé à une zone d'arrêt et dont le conducteur actionne les feux indicateurs de changement de direction en vue de réintégrer la voie sur laquelle cet autobus circulait avant de s'immobiliser.

Le conducteur d'autobus ne doit actionner ses feux qu'au moment où il s'apprête à réintégrer la voie et qu'il peut effectuer sans risque cette manœuvre.

Cette obligation de céder le passage n'existe que pour les conducteurs de véhicules routiers qui circulent sur la voie sur laquelle l'autobus doit réintégrer.

275. Le conducteur d'une motocyclette, d'un vélomoteur, d'un cyclomoteur ou d'une bicyclette doit circuler assis sur son siège et tenir constamment au moins une main sur le guidon.

276. Le conducteur d'une motocyclette, d'un vélomoteur ou d'un cyclomoteur ne peut transporter d'autres personnes, à

moins que son véhicule ne soit muni de sièges fixes permanents à cet usage et d'appuie-pieds fixés de chaque côté du véhicule et que chacun des passagers ne soit assis de façon que son pied gauche repose sur l'appuie-pied situé du côté gauche et son pied droit sur celui qui est situé du côté droit.

Le conducteur d'une bicyclette ne peut prendre aucun passager à moins que son véhicule ne soit pourvu d'un siège fixe additionnel.

277. Dans une voie de circulation, les conducteurs de motocyclettes et de vélomoteurs qui circulent en groupe de deux ou plus, doivent circuler à la file.

278. Les conducteurs de bicyclettes ou de cyclomoteurs qui circulent en groupe de deux ou plus, doivent circuler à la file et à l'extrême droite de la chaussée, dans le même sens que la circulation.

279. Nul ne peut conduire une motocyclette ou un vélomoteur entre deux rangées de véhicules arrêtés ou en mouvement sur des voies de circulation contigües.

280. Nul ne peut circuler à bicyclette sur un chemin public sur lequel la vitesse maximale permise est de plus de cinquante kilomètres par heure à moins qu'il ne soit âgé d'au moins douze ans.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cadre d'une excursion organisée et dirigée par une personne majeure.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque la chaussée comporte des pistes cyclables spécialement aménagées par le ministre des transports ou l'autorité locale.

281. Lorsque la chaussée comporte des pistes cyclables, les conducteurs de bicyclettes doivent les emprunter.

282. Sur un chemin public, une personne, y compris un passager qui circule sur une motocyclette, un vélomoteur ou dans une caisse adjacente, doit porter un casque protecteur conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

Le conducteur et les passagers, selon le cas, doivent permettre l'examen du casque protecteur par un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code.

283. Aux lieux où des feux de circulation sont en opération, le conducteur d'un véhicule routier doit:

1° En face d'un feu rouge, immobiliser son véhicule avant la traverse de piétons ou la ligne d'arrêt ou, s'il n'y en a pas, à la

ligne latérale de la chaussée qu'il croise. Il ne peut reprendre sa route que lorsqu'une signalisation lui permettant d'avancer apparaît.

À moins qu'une signalisation ne l'interdise ou qu'un feu de piéton n'accorde le droit de passage aux piétons, le conducteur peut effectuer un virage à droite après avoir immobilisé son véhicule et s'être assuré qu'il peut effectuer cette manoeuvre en toute sécurité; dans ce cas, il doit accorder la priorité de passage aux piétons déjà engagés dans l'intersection et aux véhicules qui circulent sur la voie sur laquelle il veut s'engager à une distance telle qu'il y aurait risque d'accident.

2° En face d'un feu route clignotant, effectuer un arrêt complet et se conformer aux dispositions de l'article 271.

3° En face d'un feu jaune, arrêter à la ligne latérale de la chaussée qu'il s'apprête à croiser, à moins qu'il n'y soit engagé ou en soit si près qu'il lui serait impossible de le faire sans danger. Il ne peut reprendre sa route que lorsqu'une signalisation lui permettant d'avancer apparaît.

4° En face d'un feu jaune clignotant, ralentir la vitesse de son véhicule et continuer sa route après s'être assuré qu'il peut le faire sans risque.

5° En face d'un feu vert, continuer tout droit ou tourner à gauche ou à droite, à moins d'une signalisation contraire installée par le ministre des transports ou l'autorité locale; il doit néanmoins céder le passage aux véhicules routiers qui se trouvent déjà dans l'intersection et aux piétons qui y sont déjà engagés.

Cependant, le conducteur d'un véhicule routier qui s'apprête à effectuer un virage à gauche doit céder le passage à un véhicule routier venant en sens inverse.

6° En face d'un feu vert clignotant, continuer tout droit, tourner à gauche ou à droite, à moins d'une signalisation contraire installée par le ministre des transports ou l'autorité locale.

Il doit néanmoins céder le passage aux véhicules routiers qui se trouvent déjà dans l'intersection et aux piétons qui y sont déjà engagés.

7° En face d'une flèche verte, circuler uniquement dans le sens indiqué par la flèche; il doit néanmoins céder le passage aux véhicules routiers qui se trouvent déjà dans l'intersection et aux piétons qui y sont déjà engagés.

284. Quand des feux de voies sont installés au-dessus d'une ou de plusieurs voies de circulation, la circulation des véhicules routiers ne peut se faire que dans les voies au-dessus desquelles un feu vert est allumé.

285. Quand des feux de circulation installés à une intersection sont défectueux, les dispositions de l'article 269 s'appliquent, sauf si une signalisation appropriée les remplace.

286. Même si des feux de circulation le permettent, aucun conducteur de véhicule routier ne peut s'engager dans une intersection quand le véhicule ne dispose pas, à l'avant, d'un espace suffisant pour ne pas bloquer l'intersection; dans ce cas, le conducteur doit immobiliser son véhicule à la ligne latérale de la chaussée qu'il s'apprête à croiser.

Aucun conducteur de véhicule routier ne peut s'engager dans un passage à niveau lorsque son véhicule ne dispose pas, à l'avant, d'un espace suffisant pour ne pas bloquer ce passage, même si des feux de circulation l'y autorisent.

287. Aucun véhicule routier dont un ou plusieurs des pneus sont munis d'antidérapants sous forme de griffes ou de tous autres appareils susceptibles d'endommager le chemin public, ne doit y être conduit.

Malgré le premier alinéa, le ministre des transports peut autoriser, aux conditions qu'il détermine, l'utilisation de certains types d'antidérapants.

288. Aucun véhicule routier, bâtiment ou objet qui est susceptible de détériorer le chemin public ne peut y être transporté ou y circuler, à moins d'une autorisation préalable du ministre des transports, donnée aux conditions qu'il détermine.

Lorsque le transport est effectué, en tout ou en partie, dans le territoire d'une autorité locale, celle-ci doit également fournir son autorisation.

289. Le ministre des transports peut, pour des motifs de sécurité, interdire ou limiter pendant une période de temps qu'il spécifie, la circulation des véhicules routiers ou de certaines catégories d'entre-eux sur un chemin public ou sur toute partie d'un tel chemin.

Tout affiche, barrière ou autre dispositif placé, par un employé du ministère ou sur les instructions d'un officier ou employé de ce ministère, à l'entrée d'un chemin public ou d'une partie de chemin public à l'effet d'y prohiber la circulation des véhicules routiers, fait preuve de l'interdiction décrétée par le ministre des transports.

290. Pendant les périodes d'interdiction décrétées en vertu de l'article 289, aucun véhicule routier, à l'exception de ceux spécifiquement autorisés, ne peut circuler sur un chemin public ou une partie de chemin public où la circulation est interdite.

Une autorité locale peut exercer le pouvoir prévu à l'article 289 à l'égard des chemins publics dont elle a l'entretien.

291. Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code peut interdire l'accès à un véhicule routier sur un chemin public ou une partie d'un tel chemin lorsque des motifs d'urgence le nécessitent.

292. Nul ne peut, à moins d'y être autorisé par le ministre des transports ou l'autorité locale, entraver, au moyen d'un obstacle, la circulation sur un chemin public.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code, est autorisé à enlever ou à faire enlever, aux frais du propriétaire, un obstacle visé au premier alinéa.

293. Nul ne peut entraver, au moyen d'une barrière ou d'un autre obstacle, l'entrée et la libre circulation dans un chemin servant de déviation à un chemin public, même sur une propriété privée.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code est autorisé à enlever ou à faire enlever, aux frais du propriétaire, un obstacle visé au premier alinéa.

294. Nul ne peut conduire ou autoriser la conduite sur un chemin public, d'un véhicule routier dont le chargement n'est pas solidement attaché ou suffisamment couvert ou autrement retenu.

Le chargement d'un véhicule routier doit être aménagé, tenu ou recouvert:

a) de manière à ne pas réduire le champ de vision du conducteur ni compromettre la stabilité ou la conduite du véhicule; et

b) de manière à ne pas masquer les feux et phares prescrits par le présent code.

295. Le transport de matières dangereuses dont la nature exige des mesures spéciales de sécurité doit être fait conformément aux normes édictées par règlement du gouvernement ou conformément aux dispositions d'une autre loi ou règlement en vigueur au Québec.

296. Aucun objet transporté ne doit excéder la longueur d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers de plus de un mètre à l'avant et de deux mètres à l'arrière; pour un changement excédant ces limites, un permis spécial doit être obtenu conformément au règlement du gouvernement.

Sur un objet s'étendant de un mètre ou plus à l'arrière d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers, un drapeau réfléchissant de couleur rouge n'ayant pas moins de trois cents millimètres de côté, doit être installé à l'extrémité dudit objet.

Aucun objet ne peut également excéder la largeur d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers du point le plus large de celui-ci ou de ses accessoires obligatoires; pour un chargement excédant ces limites, un permis spécial doit être obtenu conformément au règlement du gouvernement.

297. Malgré le premier alinéa de l'article 233, une personne qui effectue, pour son compte ou pour celui d'un entrepreneur, des travaux de construction ou d'entretien sur un chemin public, doit installer une signalisation pour indiquer un danger temporaire à éviter, une direction temporaire à suivre ou une vitesse autre que celle prescrite à respecter.

La signalisation installée par les personnes visées à l'alinéa précédent doit être conforme aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

298. Nul ne peut circuler sur un chemin public avec des phares blancs allumés à l'arrière du véhicule.

299. Un conducteur de véhicule routier, à l'exception du conducteur d'un véhicule hippomobile, qui circule sur un chemin public, doit allumer ses phares blancs la nuit ou lorsque les conditions atmosphériques le nécessitent.

Le premier alinéa s'applique également pour le feu blanc dont doit être munie une bicyclette.

300. Le conducteur d'un véhicule routier doit diminuer l'éclairage avant de son véhicule, lorsqu'il circule sur un chemin public:

a) lorsqu'il parvient à environ cent cinquante mètres d'un véhicule qu'il va croiser;

b) lorsqu'il suit un autre véhicule à moins de cent cinquante mètres;

c) lorsqu'il circule sur un chemin public où l'éclairage est suffisant.

301. Les phares antibrouillards ne peuvent être tenus allumés que lorsque les conditions atmosphériques le nécessitent et lorsque l'éclairage avant du véhicule est diminué.

302. Les feux clignotants d'urgence ne doivent être utilisés que pour des motifs de sécurité.

303. Nul ne peut, dans l'utilisation de son véhicule routier, faire crisser les pneus sauf dans le cas de nécessité.

304. Nul ne peut jeter, déposer ou lancer ou permettre que soit déposé, jeté ou lancé sur un chemin public, tout objet.

Nul ne peut déposer ou permettre que soit déposée de la neige ou de la glace, sur un chemin public.

Quiconque jette, dépose, lance ou permet que soit déposé, jeté ou lancé sur un chemin public un objet, de la neige ou de la glace, est tenu de l'enlever ou de le faire enlever.

305. Sur un chemin public, quiconque déplace ou remorque un véhicule endommagé doit enlever tout objet qui en est tombé.

306. Nul ne peut faire circuler ou laisser circuler des animaux de ferme sur un chemin public ou leur faire traverser le chemin public à moins:

a) qu'ils ne soient escortés par deux personnes, chacune portant et tenant bien en vue un drapeau rouge en guise de signal de prudence; ou

b) que ne soit installée, lors de la traverse des animaux, une signalisation conforme aux normes édictées par règlement du gouvernement; cette signalisation doit être enlevée dès que les animaux ne constituent plus un risque pour les conducteurs de véhicules routiers.

Nul ne peut faire circuler, laisser circuler ou faire traverser des animaux de ferme, la nuit, sur un chemin public.

Nul ne peut laisser circuler, faire circuler ou faire traverser des animaux de ferme sur un chemin public à accès limité ou sur une autoroute.

307. Nul ne peut faire usage, sur la chaussée, d'un véhicule-jouet, notamment d'un rouli-roulant, de patins ou de skis.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code est autorisé à confisquer, pour ensuite le remettre au ministère, après en avoir délivré un reçu à la personne en possession du véhicule-jouet, un objet utilisé lors de la commission de l'infraction.

308. Sauf en cas de nécessité, nul ne peut abandonner un véhicule routier sur un chemin public, ou sur une propriété de la Couronne.

Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code est autorisé à déplacer, faire déplacer et remiser, aux frais de son propriétaire, un véhicule abandonné conformément au premier alinéa.

La personne qui procède au remisage doit effectuer des recherches raisonnables en vue de retrouver le propriétaire du véhicule abandonné.

À l'expiration d'un délai de soixante jours de la date de remisage, si personne n'est venu réclamer le véhicule, la propriété en est transférée à la curatelle publique qui peut en disposer librement; dans ce cas, les frais de remisage encourus ne peuvent excéder la valeur marchande du véhicule.

Ces dispositions s'appliquent également au véhicule routier abandonné sur un terrain privé, à la suite de la réquisition du propriétaire du terrain.

309. Nul ne peut utiliser, sur un chemin public, une souffleuse à neige, à l'intérieur des cités, villes et villages, sans la présence d'un signaleur à l'avant de celle-ci.

310. Nul ne peut consommer des boissons alcooliques dans un véhicule routier en marche ou immobilisé sur un chemin public ou en consommer en quelque endroit que ce soit sur un chemin public.

Un agent de la paix peut arrêter sans mandat une personne qui contrevient aux dispositions du premier alinéa et qui ne peut s'identifier d'une façon satisfaisante.

Malgré le premier alinéa, le gouvernement peut autoriser, à certaines conditions, la consommation de boissons alcooliques dans certaines catégories de véhicules routiers qu'il détermine.

311. Nul ne peut conduire, sur un chemin public, un véhicule routier dans lequel un poste de télévision est placé de manière à ce que le conducteur puisse voir directement ou indirectement l'image transmise sur l'écran.

Nul ne peut, en conduisant un véhicule routier sur un chemin public, être muni d'écouteurs en fonctionnement.

312. Le conducteur d'un véhicule routier impliqué dans un accident doit rester sur les lieux ou y retourner immédiatement afin de fournir toute l'aide nécessaire et donner par écrit, à une personne ayant subi une blessure ou un dommage, ou à un agent de la paix, ses nom et adresse ainsi que les nom et adresse du propriétaire inscrit avec le numéro de son permis de conduire ou de son permis d'apprenti-conducteur, et le numéro d'immatriculation du véhicule routier.

Malgré le premier alinéa, le conducteur d'un véhicule routier impliqué dans un accident mettant en cause le véhicule qu'il conduit et un objet inanimé ou le véhicule qu'il conduit et un véhicule routier inoccupé doit, si le propriétaire du bien endommagé ou une personne qui le représente ne peut être rejoint sur les lieux de l'accident ou à proximité, se rendre au poste de police le plus près afin de rapporter l'accident et s'identifier.

SECTION II

LE STATIONNEMENT SUR UN CHEMIN PUBLIC

313. Nul ne peut stationner un véhicule routier sur un chemin public de manière à entraver l'accès d'une propriété privée ou à gêner la circulation.

314. Sauf indication contraire du ministre des transports ou de l'autorité locale, un conducteur qui stationne son véhicule sur une chaussée doit l'orienter dans le sens de la circulation, les roues près de l'accotement ou du trottoir.

Lorsqu'un véhicule routier est en stationnement dans une pente ou une côte, ses roues avant doivent être orientées vers l'accotement ou le trottoir.

315. Sauf en cas de nécessité, nul ne peut stationner un véhicule routier sur une autoroute.

316. Lorsqu'un véhicule routier est immobilisé la nuit sur une chaussée par suite de nécessité, le conducteur doit garder, soit ses feux de position ou soit ses feux clignotants d'urgence allumés, ou signaler la présence de son véhicule au moyen de lanternes ou autres appareils lumineux visibles d'une distance d'au moins cent cinquante mètres et utilisés conformément aux normes prescrites par règlement du gouvernement.

317. En outre de l'interdiction prévue à l'article 313, et sauf en cas de nécessité, nul ne peut stationner un véhicule routier:

- a) sur un trottoir;
- b) en double file;
- c) à moins de cinq mètres d'une borne-fontaine;
- d) à moins de cinq mètres de l'entrée d'une station de pompiers ou d'un poste de police lorsque le stationnement se fait du côté de cette entrée et à moins du huit mètres sur le côté opposé;
- e) à moins de cinq mètres d'un signal d'arrêt;

f) dans une traverse de piétons clairement identifiée ni à moins de cinq mètres de celle-ci;

g) dans les zones débarcadères ou réservées exclusivement à l'arrêt des véhicules routiers affectés au service de transport public de personnes et dûment identifiées comme telles;

h) à une intersection de chaussées ni à moins de cinq mètres de celle-ci;

i) dans une entrée ou une sortie d'un chemin à accès limité;

j) dans un endroit où le véhicule routier stationné rendrait inefficace une signalisation;

k) sur un pont, une voie élevée, un viaduc ou dans un tunnel;

l) sur un passage à niveau ou à moins de six mètres de celui-ci;

m) sur un terre-plein;

n) sur une voie de raccordement.

Malgré l'alinéa précédent, un véhicule routier servant à transporter une personne handicapée et identifié au moyen du symbole de l'accessibilité universelle, peut être immobilisé aux endroits prohibés pour permettre l'embarquement ou le débarquement d'une telle personne.

318. Sauf en cas de nécessité, nul ne peut stationner un véhicule routier sur un chemin public pour y mettre du carburant.

319. Nul ne peut, sur un chemin public, laisser sans surveillance un véhicule routier dont il a la garde, sans avoir préalablement arrêté le moteur et enlevé la clef.

320. Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code peut, aux frais du propriétaire, déplacer ou faire déplacer un véhicule routier stationné contrairement aux dispositions de la présente section.

321. Le ministre des transports ou l'autorité locale peut, sur les chemins publics dont il a l'entretien, prohiber, restreindre ou autrement régir le stationnement des véhicules routiers.

SECTION III

LES PASSAGES À NIVEAU

322. À l'approche d'un passage à niveau, le conducteur d'un véhicule routier doit l'immobiliser à au moins six mètres de la voie ferrée:

a) quand un signal électrique ou mécanique indique l'approche d'un véhicule sur rails; ou

b) quand une barrière est abaissée ou qu'un employé de chemin de fer signale l'approche d'un véhicule sur rails; ou

c) quand le conducteur peut apercevoir un véhicule sur rails qui approche du passage à niveau.

323. Le conducteur d'un autobus ou le conducteur d'un véhicule routier agencé pour le transport de matières dangereuses doit, en tout temps, l'immobiliser à au moins six mètres de tout passage à niveau; après s'être assuré qu'il peut le franchir sans risque, il peut remettre son véhicule en marche et doit le garder en première vitesse jusqu'à ce qu'il ait franchi le passage à niveau.

Le gouvernement peut, pour tous les passages à niveau qui croisent une autoroute à chaussées divisées par un terre-plein ou par une autre séparation physique surélevée ou pour certains d'entre eux spécifiquement identifiés, dispenser le conducteur d'un véhicule routier visé au premier alinéa de remplir les obligations qui y sont prévues.

SECTION IV

LES AUTOBUS AFFECTÉS AU TRANSPORT D'ÉCOLIERS

324. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots «autobus affecté au transport d'écoliers» signifient:

a) un autobus réservé au transport exclusif des écoliers et utilisé dans le cadre d'un contrat conclu avec une commission scolaire constituée en vertu de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus 1964, chapitre 235) ou en vertu d'une loi spéciale, une institution privée déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions en vertu de la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67), un collège institué en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71);

b) un autobus n'ayant, comme passagers, que des écoliers et qui en effectue le transport après la période de cours du matin et avant celle de l'après-midi, dans le cadre d'un circuit particulier ou d'une extension à un parcours régulier.

325. Le conducteur d'un autobus qui est affecté au transport d'écoliers ne peut accepter plus d'écoliers qu'il n'y a de sièges disponibles pour les asseoir.

Le conducteur doit s'assurer que tous les écoliers sont assis avant de mettre son véhicule en mouvement.

326. Un autobus affecté au transport d'écoliers doit être muni:

a) d'affiches portant l'inscription «écoliers», placées l'une à l'avant et l'autre à l'arrière du véhicule et dont les dimensions et l'inscription sont conformes aux dispositions du règlement du gouvernement sur le transport des écoliers; et

b) de feux intermittents, placés à l'avant et à l'arrière du véhicule, conformes aux dispositions du règlement visé au paragraphe a).

327. Les affiches prévues à l'article 326 doivent être enlevées ou recouvertes lorsque l'autobus n'est pas affecté au transport d'écoliers.

328. Le conducteur d'un autobus affecté au transport d'écoliers doit, lorsqu'il s'arrête pour faire monter ou descendre des écoliers, donner l'alerte en mettant en marche les feux intermittents prévus à l'article 326 tant et aussi longtemps que les écoliers ne sont pas en sécurité.

329. Le conducteur d'un véhicule routier qui approche d'un autobus affecté au transport d'écoliers et dont les feux intermittents prévus à l'article 326 fonctionnent ne doit pas dépasser ou croiser cet autobus.

Le conducteur doit immobiliser son véhicule à six mètres de l'autobus et ne peut le croiser ou le dépasser que lorsque les feux intermittents ne fonctionnent plus et qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans risque.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas à un véhicule routier qui croise un autobus affecté au transport d'écoliers sur une chaussée adjacente séparée par un terre-plein ou par une autre séparation physique surélevée.

330. Pour les fins de l'application de l'article 328, lorsque deux ou plusieurs autobus affectés au transport d'écoliers sont immobilisés à la file et que l'un ou plusieurs de ces autobus font monter ou descendre des écoliers, les conducteurs des autobus qui suivent le ou les autobus dans lesquels montent ou descendent des écoliers, doivent faire fonctionner leurs feux intermittents.

SECTION V

LES PIÉTONS ET LES PASSAGERS

331. En dehors des cités, villes et villages, un piéton qui traverse un chemin public doit céder la priorité de passage aux véhicules routiers qui circulent sur ce chemin public.

332. À l'intérieur des cités, villes et villages, un piéton ne peut traverser un chemin public ailleurs qu'à une intersection ou à une traverse de piétons dûment identifiée.

333. Sous réserve de l'article 335, aux intersections réglementées par des feux de circulation, un piéton faisant face à un feu vert peut traverser la chaussée prioritairement à un véhicule qui circule sur le chemin public.

334. Aux intersections non réglementées par des feux de circulation, un piéton ne peut traverser la chaussée qu'après avoir cédé la priorité de passage aux véhicules qui circulent sur le chemin public et s'être assuré qu'il peut le faire sans risque, à moins qu'il n'y ait une traverse de piétons auquel cas les dispositions de l'article 336 s'appliquent.

335. Aux intersections où il y a des feux de piétons, ceux-ci doivent s'y conformer.

336. 1° Quant il y a une traverse de piétons clairement identifiée et non située à une intersection, un piéton ne peut s'engager dans la traverse avant d'avoir fait connaître au conducteur d'un véhicule routier, son intention de s'y engager, en levant le bras, et sans s'être assuré qu'il peut le faire sans risque.

2° Lorsqu'un piéton manifeste son intention de s'engager dans une traverse de piétons, conformément au paragraphe (1°), un conducteur de véhicule routier doit immobiliser son véhicule pour lui permettre de traverser.

337. Le ministre des transports ou l'autorité locale peut, sur les chemins publics dont il a l'entretien, délimiter des traverses de piétons aux endroits qu'il juge appropriés et qu'il doit clairement identifier au moyen d'une signalisation appropriée.

338. Lorsque des feux de piétons sont installés par le ministre des transports ou l'autorité locale, le piéton peut, en face du signal blanc, traverser la chaussée; le clignotement de ce signal avec le signal orange signifie que celui qui a déjà commencé à effectuer la traversée peut la terminer en pressant le pas jusqu'au trottoir ou à la zone de sécurité. En face du signal orange, le piéton ne peut s'engager sur la chaussée.

339. Lorsqu'il n'y a pas de feux de piétons installés par le ministre des transports ou l'autorité locale, les piétons doivent se conformer aux feux de circulation.

340. Quant il n'y a pas de trottoir à l'usage du piéton, celui-ci doit circuler en sens contraire de la circulation des véhicules, sauf sur une chaussée à sens unique ou sur un chemin à deux chaussées divisées par un terre-plein ou par une autre séparation physique.

341. 1° Une personne qui attend l'autobus, un véhicule routier ou qui sollicite son transport d'un conducteur de véhicule routier doit se tenir sur le trottoir ou sur l'accotement du chemin public et y demeurer aussi longtemps que le véhicule routier n'est pas immobilisé.

2° Malgré le paragraphe 1°, aucun conducteur de véhicule routier ne peut immobiliser son véhicule dans le but d'y faire monter un piéton aux endroits où le dépassement est spécifiquement prohibé par les dispositions du présent code.

3° Aucun piéton ne peut solliciter son passage aux endroits où le dépassement est spécifiquement prohibé par les dispositions du présent code.

342. Aucun piéton ne peut traverser en diagonale à une intersection à moins d'y être autorisé par une signalisation.

343. Nul ne peut se tenir sur la chaussée dans le but de solliciter ou de transiger avec un occupant d'un véhicule routier.

344. Nul ne peut se tenir sur le marche-pied ou sur une autre partie extérieure d'un véhicule routier en mouvement ou tolérer qu'une telle pratique ait lieu.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui, pour exécuter ses fonctions, se tient sur une partie extérieure d'un véhicule qui a été spécifiquement aménagée pour un tel usage.

345. Sur un chemin public, nul ne peut s'agripper ou s'accrocher à un véhicule routier en mouvement ou tolérer qu'une telle pratique ait lieu.

346. Nul ne peut monter ou descendre d'un véhicule routier en mouvement ou tolérer qu'une telle pratique ait lieu.

347. Nul passager ne peut se placer de façon à obstruer la vue du conducteur ou à gêner la manoeuvre du véhicule et nul conducteur ne peut tolérer qu'une telle pratique ait lieu.

348. Nul ne peut ouvrir la portière d'un véhicule routier avant que tout risque ne soit écarté et que le véhicule ne soit immobilisé; la portière doit être refermée aussitôt que la personne est montée ou descendue du véhicule.

349. Nul ne peut conduire un véhicule routier lorsque la banquette avant est occupée par plus de trois personnes, y compris le conducteur.

Cependant, le nombre de passagers est réduit à deux lorsque le véhicule est muni à l'avant de deux banquettes individuelles.

350. Nul ne peut occuper une remorque ou une semi-remorque en mouvement sur un chemin public ou tolérer qu'une telle pratique ait lieu.

SECTION VI

LES NORMES DE MASSES ET DE DIMENSIONS

351. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1° «chargement»: tout ce qui est transporté par un véhicule routier ou par un ensemble de véhicules routiers;

2° «charge par essieu»: la masse mesurée sous les roues d'un essieu ou des essieux compris dans une catégorie, provenant de la répartition sur ces roues de la masse d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers incluant ses accessoires, son équipement et son chargement;

3° «masse totale en charge»: la masse d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers incluant ses accessoires, son équipement et son chargement, cette masse pouvant être déterminée par la somme des charges par essieu;

4° «véhicule d'escorte»: un véhicule automobile utilisé comme escorte à un véhicule hors normes;

5° «véhicule hors normes»: un véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers dont la charge par essieu, la masse totale en charge, ou l'une des dimensions n'est pas conforme aux normes établies par règlement du gouvernement.

352. Le ministre des transports peut déterminer, aux endroits qu'il indique, les périodes de dégel et de pluie.

353. Une autorité locale peut, sur les chemins publics dont elle a l'entretien, exercer le pouvoir prévu au paragraphe e de l'article 410.

354. Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule hors normes à moins qu'il ne soit en possession d'un permis spécial émis à cette fin.

Nul ne peut, comme propriétaire ou comme son mandataire ou locataire, autoriser la conduire sur un chemin public d'un

véhicule hors normes à moins que ce propriétaire, ce mandataire ou locataire n'ait obtenu au préalable un permis spécial émis à cette fin.

355. Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule d'escorte à moins qu'il ne soit en possession d'un permis d'escorte émis à cette fin.

Nul ne peut, comme propriétaire ou comme son mandataire ou locataire, autoriser la conduite sur un chemin public d'un véhicule d'escorte à moins que ce propriétaire, ce mandataire ou locataire n'ait obtenu au préalable un permis d'escorte émis à cette fin.

356. Un permis spécial ou un permis d'escorte est réputé n'avoir jamais été émis lorsque les conditions ou restrictions qu'il contient ne sont pas respectées.

357. Le propriétaire d'un véhicule hors normes à qui un permis spécial a été émis est responsable de tous les dommages causés aux chemins publics, du fait de ce transport.

358. Un officier du ministère ou un agent de la paix chargé de l'application du présent code, qui a des raisons de croire qu'un véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers est hors normes, est autorisé à faire immobiliser le véhicule ou l'ensemble de véhicules et à exiger que le conducteur le soumette à la pesée ou en facilite le mesurage, selon le cas. Il peut de plus exiger que le véhicule ou l'ensemble de véhicules soit conduit à une balance en autant que la balance ne soit pas située à une distance de plus de quinze kilomètres du lieu d'interception.

359. La charge par essieu, par ensemble d'essieux et la masse totale en charge d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers sont déterminés au moyen d'une balance.

Un instrument que peut utiliser, dans le commerce, un commerçant en vertu de la Loi concernant les poids et mesures (S.C. 1971, chapitre 36) et un autre instrument ou balance approuvé par le ministre peuvent être utilisés, de la manière déterminée par le ministre, comme balance pour les fins de l'application de la présente section.

360. Lorsqu'un officier du ministère ou un agent de la paix a établi qu'un véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers est un véhicule hors normes, il peut exiger que ce véhicule soit conduit dans un endroit convenable et retenu jusqu'à ce qu'il satisfasse aux normes du présent code, à moins qu'entre-temps le conducteur, le propriétaire ou son mandataire, ou le

locataire n'obtienne un permis spécial, s'il rencontre les conditions voulues pour l'émission d'un tel permis.

361. La partie du chargement enlevée en vue de rendre le véhicule routier ou l'ensemble de véhicules routiers conforme aux normes du présent code demeure l'entière responsabilité du transporteur ou du propriétaire du chargement selon les accords convenus entre eux.

362. Lorsqu'il en est requis soit par un officier du ministère ou par un agent de la paix, soit par une signalisation ou toute autre affiche prévue à cette fin, le conducteur d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers doit conduire le véhicule à un poste de pesée et en faciliter le pesage, le mesurage ou toute autre vérification exigible en vertu du présent code.

SECTION VII

LA VITESSE

363. Nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse:

a) inférieure à soixante kilomètres par heure et supérieure à cent kilomètres par heure sur les autoroutes, à l'exception des autobus de type interurbain pour lesquels la vitesse maximale permise est de cent dix kilomètres par heure;

b) excédant quatre-vingt-dix kilomètres par heure sur les grands chemins publics numérotés à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages;

c) excédant quatre-vingt kilomètres par heure sur les autres chemins publics à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages;

d) excédant soixante-dix kilomètres par heure sur les chemins publics en gravier en dehors des cités, villes et villages;

e) excédant soixante kilomètres par heure sur les chemins publics de terre en dehors des cités, villes et villages;

f) excédant cinquante kilomètres par heure dans les cités, villes et villages, sauf sur les autoroutes et sur les chemins publics ou parties de chemins publics sur lesquels l'autorité compétente a placé une signalisation conformément à l'article 364;

g) excédant cinquante kilomètres par heure dans les zones scolaires lors de l'entrée ou de la sortie des élèves.

Nul ne peut conduire un véhicule routier à une lenteur susceptible de gêner ou d'entraver la circulation normale, excepté

dans le cas où la chose est requise par mesure de sécurité ou de nécessité.

364. 1° Le ministre des transport peut réduire ou augmenter les limites de vitesse prévues au premier alinéa de l'article 363 pour les véhicules routiers ou pour certaines catégories d'entre eux.

2° L'installation d'une signalisation fait preuve de la décision du ministre. La date et le lieu approximatif d'installation d'une telle signalisation et la date de son retrait, s'il y a lieu, doivent être inscrits dans un registre tenu par le ministre des transports.

3° Nul ne peut, nonobstant le premier alinéa de l'article 363, circuler à une vitesse non conforme aux limites indiquées sur la signalisation installée en vertu du paragraphe 2° du présent article.

4° L'exercice du pouvoir prévu au paragraphe 1° rend inopérante toute disposition contraire ou inconciliable d'un règlement adopté par une autorité locale.

365. Dans le cas visés au paragraphe 1° de l'article 364, l'autorité locale doit, sur avis du ministre des transports et dans le délai qu'indique ce dernier, faire enlever la signalisation qu'elle a placée, à défaut de quoi le ministre des transports peut y procéder aux frais de cette autorité locale.

366. Lorsqu'une autorité locale stipule une limite de vitesse moindre ou supérieure à celle de l'article 363, elle doit prendre les dispositions nécessaires pour que la vitesse soit clairement indiquée par une signalisation à la vue du public, à défaut de quoi ce sont les dispositions de l'article 363 qui s'appliquent.

L'autorité locale qui ne s'est pas prévalu de l'alinéa précédent doit faire installer, à l'approche d'une concentration de bâtisses dans son territoire, sur un chemin public ou une partie de chemin public dont elle a l'entretien, une signalisation indiquant que la limite de vitesse est de cinquante kilomètres par heure.

SECTION VIII

LES VÉHICULES D'URGENCE

367. Malgré toute disposition contraire du présent code, le conducteur d'un véhicule d'urgence peut, dans l'exercice de ses fonctions et lorsque la situation l'exige :

a) omettre d'arrêter à un signal d'arrêt ou à un feu de circulation, à la condition de s'assurer préalablement qu'il peut franchir l'intersection sans risque;

b) excéder les limites de vitesse permises mais sans mettre en danger la vie ou la sécurité des autres usagers de la route;

c) stationner son véhicule en tout endroit;

d) effectuer, avec son véhicule, une manoeuvre nécessaire à l'exécution de ses fonctions.

368. 1° Nul ne peut conduire un véhicule d'urgence en la manière permise par l'article 367, à moins que le véhicule ne soit muni des signaux lumineux ou audibles appropriés et que ces signaux ne soient en fonctionnement.

2° Le conducteur d'un véhicule d'urgence ne doit faire fonctionner les signaux audibles ou lumineux dont son véhicule est muni que dans l'exercice de ses fonctions et que lorsque la situation l'exige.

369. Le conducteur d'un véhicule routier doit faciliter le passage d'un véhicule d'urgence dont les signaux lumineux ou audibles fonctionnent.

370. Les articles précédents ne dispensent pas le conducteur d'un véhicule d'urgence de respecter les règles normales de la sécurité.

SECTION IX

INFRACTIONS ET PEINES

371. Quiconque contrevient à l'un des articles 273, 274, 275, 276, 277, 278, 281, 282, 302, 303 ou 311, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars.

372. Quiconque contrevient à l'un des articles des sections II et V, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars.

373. Quiconque contrevient à l'un des articles 230(1°), 231, 233(2°), 237, 238, 239, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257(1°), 257(2°), 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 279, 280, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 290, 292, 293, 294, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 304, 305, 306, 307, 308, 322, 363, 364(3°), 368(1°), ou 369, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars.

374. Quiconque contrevient à l'un des articles 232(1°), 235(1°), 309, 310, 323, 355 ou 368(2°) commet une infraction et est

passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.

375. Quiconque contrevient à l'un des articles de la section IV, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.

376. Quiconque contrevient à l'article 312 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

377. Quiconque conduit un véhicule routier sur un chemin public sans la prudence et le soin requis, ou sans égard aux autres usagers du chemin, ou de façon à mettre en péril la sécurité, la vie ou la propriété d'autrui, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars.

378. Quiconque contrevient à l'article 354, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins:

1° cent dollars: ou

2° lorsque le véhicule routier ou l'ensemble de véhicules routiers est hors norme à l'égard de la masse totale en charge, d'une amende minimale établie de la manière suivante:

a) lorsque le facteur d'évaluation de l'amende est inférieur à cent cinquante, l'amende est d'un dollar multiplié par le facteur d'évaluation; elle ne peut toutefois être inférieure à cent dollars;

b) lorsque le facteur d'évaluation de l'amende est de cent cinquante à deux cent, l'amende est de cent cinquante dollars plus le produit de deux dollars multipliés par la différence entre le facteur d'évaluation et cent cinquante;

c) lorsque le facteur d'évaluation de l'amende est de deux cent à deux cent cinquante, l'amende est de deux cent cinquante dollars plus le produit de trois dollars multipliés par la différence entre le facteur d'évaluation et deux cent;

d) lorsque le facteur d'évaluation de l'amende est de deux cent cinquante à trois cent, l'amende est de quatre cents dollars plus le produit de quatre dollars multipliés par la différence entre le facteur d'évaluation et deux cent cinquante;

e) lorsque le facteur d'évaluation de l'amende est de trois cent et plus, l'amende est de six cents dollars plus le produit de cinq dollars multipliés par la différence entre le facteur d'évaluation et trois cent.

Le facteur d'évaluation de l'amende est égal au nombre de kilogrammes excédant la norme de masse totale en charge fixée,

divisé par le produit obtenu en multipliant par dix le nombre d'essieux dont les roues sont en contact avec le chemin public au moment de l'infraction.

Tout propriétaire d'un véhicule routier circulant sur un chemin public et dont la masse ou la masse totale en charge, selon le cas, excède celle qui a été déclarée dans la demande d'immatriculation de ce véhicule commet une infraction et est passible, en outre des frais et de la différence des honoraires qu'il aurait dû payer, d'une amende de cent dollars à cinq cents dollars pour la première infraction, d'une amende de trois cents dollars à six cents dollars pour la deuxième infraction et d'une amende de cinq cents dollars à mille dollars pour toute infraction subséquente.

379. Dans le cas où un véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers est hors norme à l'égard de plusieurs normes prévues au présent code, le conducteur, le propriétaire ou son mandataire ou le locataire ne peut être condamné que pour avoir enfreint l'une de celle-ci.

CHAPITRE X

PROCÉDURE ET PREUVE

SECTION I

LE BILLET D'INFRACTION ET L'AVIS PRÉALABLE

380. Lorsqu'une personne commet une infraction au présent code, l'agent de la paix lui remet un billet d'infraction; il y indique notamment la nature de l'infraction reprochée, le montant de l'amende minimum et, le cas échéant, le nombre de points de démérite qu'entraîne une condamnation.

Cette amende est payable sans frais dans les dix jours suivants.

381. Si l'amende n'est pas payée dans le délai prévu par l'article 380, le poursuivant adresse par la poste, à la dernière adresse connue du contrevenant un avis préalable. Cet avis indique notamment, la nature de l'infraction, l'amende minimum payable, le montant des frais fixé par règlement du gouvernement et, le cas échéant, le nombre de points de démérite qu'entraîne une condamnation.

Cette amende est payable dans les dix jours suivants.

Le fait qu'un billet d'infraction n'ait pas été remis conformément à l'article 380 n'empêche pas le poursuivant d'adresser au contrevenant un avis préalable.

382. Si l'amende n'est pas payée dans le délai prévu à l'article 381, une sommation est signifiée au contrevenant qui peut admettre sa culpabilité en tout temps avant la comparution, en payant au greffier le montant minimum de l'amende et les frais.

383. Un paiement effectué en vertu des articles 380, 381 ou 382 est présumé avoir été fait par la personne à qui le billet ou l'avis est adressé.

Après ce paiement, le contrevenant est considéré comme ayant été reconnu coupable de l'infraction.

Une procédure ultérieure relative à cette infraction est nulle.

384. L'omission de donner l'avis préalable ne peut être invoquée à l'encontre du poursuivant. Toutefois, le défendeur qui, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite que cet avis ne lui a pas été donné ne peut être condamné à payer un montant supérieur à celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu d'un avis.

SECTION II

L'AVIS SOMMAIRE

385. S'il a des raisons sérieuses de croire que le conducteur d'un véhicule routier qui a commis une infraction au présent code peut se soustraire à la justice, un agent de la paix peut lui remettre un avis sommaire.

Le cas échéant, un tel avis peut également être remis à une personne qui assiste l'apprenti-conducteur.

386. L'avis sommaire est fait dans la forme prévue par règlement et indique notamment:

- a) les nom, prénom, adresse et numéro de permis de conduire du contrevenant;
- b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;
- c) le montant de l'amende minimum et, le cas échéant, le nombre de points de démérite prévus pour cette infraction et, s'il y a lieu;
- d) le montant du cautionnement fourni par le contrevenant; et
- e) la marque, le modèle et le numéro de série du véhicule.

Cet avis ordonne au contrevenant de comparaître devant le tribunal compétent aux temps et lieu indiqués.

387. Lorsqu'il remet un avis sommaire, l'agent de la paix doit exiger un cautionnement d'un montant fixé par règlement.

388. Si le conducteur refuse de fournir le cautionnement, l'agent de la paix peut faire remiser le véhicule routier jusqu'à ce qu'un juge ou le tribunal en autorise la remise avec ou sans cautionnement.

389. L'avis sommaire constitue une sommation dûment autorisée et signifiée, rapportable à la date qui y est fixée.

390. Une copie de cet avis sommaire et, s'il y a lieu, le cautionnement doivent être transmis au greffier du tribunal, dans les quarante-huit heures qui suivent l'émission de l'avis.

SECTION III

LES POURSUITES ET LES RÈGLES DE PREUVE

391. Les poursuites en vertu du présent code sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise, généralement ou spécialement à cette fin.

392. Une poursuite en recouvrement des droits de permis ou d'immatriculation dus à la Couronne est prise par le ministre des transports.

393. Le propriétaire d'un véhicule routier est responsable de toute infraction au présent code ou à un règlement municipal adopté sous son autorité, commise avec ce véhicule, à moins qu'il ne prouve que, lors de l'infraction, ce véhicule était, sans son consentement, en la possession d'un tiers.

Dans le cas d'une infraction à l'un des articles 151, 210, 215, 216, 239, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257(1°), 257(2°), 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273(1°), 274, 275, 276, 277, 278, 279, 282, 283, 284, 286, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 310, 312, 322, 323, 325, 328, 329, 330, 336(2°), 341(2°), 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 363, 364(3°), 369, 377 ou a une disposition d'un règlement municipal au même effet, le propriétaire n'est responsable que s'il est démontré qu'il était le conducteur de ce véhicule au moment de l'infraction ou se trouvait dans le véhicule alors conduit par son préposé. Dans ce dernier cas, le tribunal peut condamner l'un ou l'autre ou les deux à la fois.

394. Une personne, autorisée par le procureur général suivant l'article 391, peut signer un document nécessaire à l'application du présent chapitre et certifier conforme une copie ou un extrait de ce document.

Cette personne peut apposer ou faire apposer sa signature au moyen d'un appareil automatique ou sous la forme d'un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé.

Une copie ou un extrait d'un tel document fait preuve de son contenu, s'il est ainsi certifié conforme, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature et l'autorité de cette personne.

395. Une personne, autorisée suivant l'article 391, peut fournir à un tribunal des renseignements relatifs à l'application du présent code au moyen d'un rapport fait sous sa signature sans qu'il soit nécessaire qu'elle comparaisse.

Le défendeur peut toutefois requérir la présence de cette personne à l'audition et le tribunal, s'il trouve le contrevenant coupable, peut le condamner à des frais additionnels dont il fixe le montant, s'il est d'avis que la simple production du rapport eût été suffisante.

396. Lorsque le présent code prescrit l'obligation de détenir un permis ou un certificat d'immatriculation, il incombe au défendeur de démontrer qu'il en est détenteur.

SECTION IV

LES POURSUITES PAR UNE AUTORITÉ LOCALE

397. Si une infraction au présent code est commise dans le territoire d'une autorité locale, la poursuite peut être intentée par cette autorité locale, en son nom.

398. Si une poursuite est intentée au nom d'une autorité locale, le greffier doit, dans les quinze jours de la date de la condamnation, faire rapport au procureur général et lui remettre, dans les trente jours du paiement, le montant de l'amende.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une poursuite pour une infraction aux articles 363 et 364, l'amende imposée appartient en entier à l'autorité locale qui n'est pas tenue de faire le rapport prévu au premier alinéa.

399. Lorsque le territoire d'une autorité locale est soumis à la juridiction d'une cour municipale, une poursuite pour une infraction aux articles 363 ou 364 peut être intentée devant cette cour.

Dans ce cas, les frais ne peuvent comprendre aucun honoraire d'avocat.

400. Malgré toute disposition contraire ou inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement adopté en vertu

d'une telle loi, les articles 380 à 390 s'appliquent, compte tenu des adaptations requises, aux poursuites intentées en vertu de la Loi des autoroutes (Statuts refondus 1964, chapitre 134) ou d'un règlement adopté par une autorité locale conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le présent code.

401. A défaut du paiement, dans les délais fixés, d'une amende imposée suivant le présent code, le juge ou le tribunal peut ordonner:

- a) la suspension du permis de conduire du défendeur jusqu'à paiement de l'amende et des frais; ou
- b) la saisie des biens meubles du défendeur; ou
- c) l'incarcération du défendeur pour une période n'excédant pas trois mois.

La section IX de la Loi des poursuites sommaires s'applique, compte tenu des adaptations requises, à une ordonnance rendue selon le premier alinéa.

CHAPITRE XI

LES POUVOIRS

SECTION I

LES POUVOIRS DU GOUVERNEMENT

402. Le gouvernement peut, par règlement:

a) malgré l'article 1, édicter que les mots «véhicule routier» comprennent tout autre moyen de transport qu'il indique et déterminer les articles du présent code qui s'y appliquent ou qui ne s'y appliquent pas;

b) malgré l'article 1, définir d'autres catégories ou sous-catégories de véhicules routiers;

c) restreindre l'usage de certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers;

d) malgré le chapitre IX, régir la circulation des véhicules routiers sur tout chemin public ou certains d'entre eux ou en interdire l'accès à certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers;

e) déterminer le montant des droits à acquitter pour l'obtention de renseignements ou documents sous la garde du directeur général;

f) prescrire les normes d'inspection mécanique d'un véhicule routier et en déterminer le coût maximum;

g) établir la forme, le contenu, les conditions et les frais de délivrance du certificat indiquant l'état mécanique d'un véhicule routier;

h) déterminer les conditions d'obtention et de détention d'un permis autorisant à effectuer une inspection mécanique et fixer les droits exigibles pour l'obtention de ce permis;

i) déterminer le nombre maximum de passagers qui peuvent prendre place dans un véhicule de promenade collectif.

403. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives à l'immatriculation:

a) décréter la période de validité de l'immatriculation et déterminer, pour certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers, une autre période de validité;

b) déterminer les droits d'immatriculation exigibles en fonction de la catégorie ou sous-catégorie du véhicule routier, de son usage ou, en certains cas, en fonction du territoire où il est utilisé, et décréter que ces droits peuvent être payables autrement qu'annuellement;

c) exempter totalement ou partiellement du paiement des droits d'immatriculation les propriétaires de certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers;

d) prescrire les conditions d'émission du certificat d'immatriculation temporaire et de la plaque d'immatriculation amovible et déterminer les cas où ils peuvent être émis;

e) fixer les droits payables pour la délivrance de la plaque d'immatriculation et du certificat, la délivrance de duplicata de certificats ou de duplicata métallique et le remplacement d'une plaque d'immatriculation rendue inutilisable, perdue ou volée;

f) déterminer les cas où un remboursement de droits d'immatriculation peut être effectué et prescrire les modalités de ce remboursement;

g) déterminer les renseignements qui doivent être fournis lors d'une demande d'immatriculation;

h) exempter d'immatriculation la motoneige, en fonction de l'usage qui en est fait ou du territoire où elle est utilisée;

i) prescrire les cas où deux plaques d'immatriculation doivent être délivrées;

j) exempter de l'application des articles 52 et 53, certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers.

404. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives aux permis de conduire:

a) malgré l'article 65, prescrire pour certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers, l'obligation de détenir un

permis de conduire pour circuler en dehors d'un chemin public et déterminer les conditions d'obtention et de détention de ce permis et les droits exigibles pour son émission et son renouvellement;

b) déterminer les catégories et les classes de permis de conduire et les classes de permis d'apprenti-conducteur, fixer les conditions d'obtention, de renouvellement et de détention de ces permis et les droits payables pour leur émission et leur renouvellement;

c) fixer les droits payables pour la délivrance du duplicata d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis de chauffeur de taxi;

d) prescrire les modalités d'obtention et de détention des permis de conduire internationaux et adopter toute autre norme concernant ces permis;

e) fixer des exigences particulières à l'obtention, à la détention et au renouvellement des permis de chauffeur de taxi, déterminer la nature et les catégories de ces permis, fixer le nombre minimum et maximum de ces permis ou établir des normes permettant de déterminer le nombre minimum et maximum de ces permis et à ces fins, créer et délimiter des divisions territoriales et fixer les droits payables pour leur émission et leur renouvellement;

f) déterminer la période de validité d'un permis de conduire ou d'un permis de chauffeur de taxi;

g) déterminer les droits payables pour subir l'examen de compétence.

405. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives aux permis de garagiste, de marchand, de recycleur et de vente publique:

a) prescrire les conditions d'obtention, de détention et de délivrance des permis de garagiste, de marchand, de recycleur et de vente publique;

b) déterminer la période de validité de ces permis et les conditions de leur renouvellement;

c) fixer les droits payables pour l'émission, le renouvellement et le transfert de ces permis et ceux payables pour la délivrance de duplicata;

d) déterminer la nature, l'objet, la durée, le montant et les modalités du cautionnement requis pour la délivrance ou le renouvellement de ces permis;

e) prescrire des catégories de recycleurs et fixer les classes de permis qui s'y rattachent;

f) établir les conditions d'établissement et de reconnaissance de la place d'affaires.

406. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives à l'enseignement de la conduite d'un véhicule routier:

a) déterminer les catégories et les classes des permis de formation, des permis de formateur et des permis d'école de conduite et fixer leurs conditions d'obtention, de détention, de renouvellement et leur période de validité;

b) établir le coût des permis et de leur renouvellement selon leurs classes et catégories, ainsi que le montant, la nature, l'objet, la durée et les modalités des cautionnements qui peuvent être exigés;

c) établir les droits payables pour subir les examens de qualification et les examens de reprise;

d) fixer les normes des véhicules routiers utilisés à l'exploitation des permis d'école de conduite, de formateur et de formation ainsi que l'équipement et les affiches dont doivent être munis ces véhicules;

e) déterminer les normes applicables aux locaux utilisés pour l'exploitation de ces permis;

f) prescrire les formes de publicité qui doivent être utilisées pour l'exploitation de ces permis et en prohiber certains types.

407. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives aux points de démérite, établir une table de points.

408. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives aux normes de construction:

a) décréter les normes de construction, d'utilisation et de vente des phares antibrouillards;

b) prescrire les normes de construction, d'utilisation et de vente des torches, lampes, réflecteurs ou lanternes portatifs;

c) déterminer, en fonction d'une catégorie ou sous-catégorie de véhicules routiers, le nombre minimum de torches, lampes, réflecteurs ou lanternes portatifs dont doit être muni un véhicule routier;

d) décréter, pour des catégories de véhicules routiers autres que ceux visés à l'article 184, l'obligation ou l'autorisation d'être munis de feux fixes, clignotants ou pivotants et en déterminer la couleur;

e) prohiber l'installation et l'utilisation de phares, feux et réflecteurs autres que ceux prescrits au présent code, sur un véhicule routier;

f) prescrire les normes de fabrication, de vente et d'utilisation d'un pneu;

g) établir les normes de réchapage d'un pneu de véhicule routier et établir les conditions de vente, d'utilisation et d'inspection d'un pneu réchapé.

h) déterminer les normes d'utilisation des appareils servant à prévenir le vol d'un véhicule routier;

i) prescrire les normes de fabrication, d'installation, d'utilisation et de vente d'un silencieux;

j) déterminer les conditions d'émission d'un numéro de série et fixer les droits exigibles pour sa délivrance;

k) prévoir d'autres cas où le port de la ceinture de sécurité n'est pas obligatoire;

l) prescrire l'installation et l'utilisation, dans un véhicule de promenade, d'un dispositif de sécurité pour enfant de moins de cinq ans et en déterminer les normes d'installation et d'utilisation;

m) interdire l'enlèvement, la modification et la mise hors d'usage de ceintures de sécurité de véhicules routiers autres que les véhicules automobiles;

n) obliger les passagers occupant la banquette arrière d'un véhicule de promenade à porter la ceinture de sécurité;

o) obliger les conducteurs et les passagers d'un véhicule routier autre qu'un véhicule de promenade à porter la ceinture de sécurité;

p) prescrire les normes de construction d'un véhicule routier conçu et fabriqué au Québec;

q) établir des normes relatives à la vente et l'usage d'huile servant au fonctionnement des freins;

r) déterminer, dans le cas d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers, la quantité et la masse de gazoline qui peut être transportée par le véhicule ou l'ensemble de véhicules routiers et l'arrimage des charges;

s) établir les normes relatives à l'usage de dispositifs qui empêchent l'éblouissement causé par les phares;

t) exiger que les véhicules routiers, certaines catégories ou sous-catégories d'entre eux soient munis de dispositifs pour limiter la vitesse automatiquement et régir l'usage de ces dispositifs;

u) régir la couleur et l'intensité des phares, feux et réflecteurs;

v) exiger, pour certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers, un système de freins auxiliaire susceptible de fonctionner indépendamment du système de freins principal et en régir l'usage;

w) exiger, pour certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers, un ralentisseur indépendant du système de freins principal et en régir l'usage;

x) exiger qu'un véhicule routier soit muni d'autres accessoires ou équipements que ceux prévus au présent code.

409. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives à la circulation:

a) prescrire les normes de fabrication, d'utilisation et de vente de la signalisation;

b) décréter les règles de circulation applicables sur une chaussée comportant une piste cyclable ou une voie réservée à l'usage exclusif d'une catégorie de véhicules routiers, lesquelles peuvent être dérogatoires aux règles prévues au chapitre IX;

c) prescrire les normes de fabrication, d'utilisation et de vente des casques protecteurs;

d) prescrire les normes et interdictions relatives au transport de matières dangereuses;

e) autoriser, à certaines conditions et pour des fins spécifiques, certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers à être munis de phares blancs à l'arrière du véhicule et en régir l'usage;

f) prescrire l'installation et l'utilisation d'accessoires sécuritaires pour les autobus affectés au transport d'écoliers et en déterminer les normes d'utilisation et d'installation;

g) régir l'usage extérieur d'un haut-parleur dont est équipé un véhicule routier;

h) édicter des normes relatives à la consommation d'énergie par les véhicules routiers.

410. En outre des pouvoirs prévus à l'article 402, le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives aux normes de masses et de dimensions:

a) établir des catégories de véhicules routiers et d'ensembles de véhicules routiers suivant leur chargement, le nombre et le type de leurs essieux, leur configuration eu égard à l'agencement de leurs essieux, les caractéristiques de leurs pneus et de leur suspension ou toute autre caractéristique mécanique ou physique;

b) établir des catégories d'essieux;

c) établir pour les classes de chemins publics, selon les catégories de véhicules routiers et d'ensembles de véhicules routiers et les catégories d'essieux, les normes de:

i) charge par essieu des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers,

ii) masse totale en charge des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers, et

iii) dimensions, en longueur, largeur et hauteur, des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers avec ou sans chargement;

d) modifier, en période de dégel ou de pluie, les normes établies en vertu du paragraphe *c)* et réduire la limite de vitesse, en ces périodes, d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers autorisé à circuler sur les chemins publics;

e) établir des règles concernant la présence et la circulation des convois routiers sur les chemins publics;

f) prendre les mesures requises pour contrôler les dimensions et la masse d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers, circulant sur un chemin public, y compris son chargement;

g) déterminer les cas où un permis spécial, autorisant la circulation d'un véhicule hors norme, peut être émis, les conditions d'émission et de détention de ce permis, son étendue et les conditions et restrictions qui y sont afférentes, la forme et le contenu du certificat, les droits exigibles, le montant et la forme du cautionnement et désigner une personne habilitée à le délivrer;

h) déterminer les conditions d'émission et de détention d'un permis d'escorte, les conditions et restrictions qui y sont afférentes, fixer les droits exigibles et prescrire les normes des véhicules automobiles utilisés à cette fin.

411. Le gouvernement peut, par règlement, pour l'application des dispositions relatives à la procédure et à la preuve:

a) établir le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux avocats qui représentent le procureur général, aux témoins et à toute autre personne chargée de l'application du présent code, relativement aux poursuites intentées en vertu de ce code;

b) fixer le montant d'un cautionnement visé dans l'article 397 et la manière dont le contrevenant peut y satisfaire;

c) prescrire la forme et la teneur du billet d'infraction, de l'avis préalable, de la sommation et de l'avis sommaire;

d) prescrire le montant des frais visés dans l'article 381.

412. Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, nommer des mandataires afin d'effectuer pour le compte du Bureau, l'immatriculation des véhicules routiers et toute autre opération y afférente et déterminer le montant et le mode de leur rémunération.

413. Le gouvernement peut décréter l'inspection mécanique obligatoire de certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers d'une même marque, modèle, série et année qu'il détermine, immatriculés ou possédés au Québec.

414. Les règlements adoptés par le gouvernement en vertu du présent code entrent en vigueur à la date de leur publication à

la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

SECTION II

LES RÈGLEMENTS DE L'AUTORITÉ LOCALE

415. Une autorité locale peut, par règlement :

a) prescrire l'obligation de détenir un permis pour conduire un véhicule non motorisé, à l'exception du cyclomoteur, déterminer les normes d'émission et les conditions d'obtention et de détention de ce permis et fixer les droits exigibles;

b) obliger, sur paiement des droits requis, qu'un véhicule non motorisé, à l'exception du cyclomoteur, soit enregistré;

c) prévoir la délivrance d'un certificat constatant l'immatriculation ou l'autorisation donnée en vertu des paragraphes *a)* ou *b)* et requérir de leur titulaire le port de ce certificat;

d) édicter la vitesse des véhicules routiers dans son territoire, sauf sur les chemins publics ou parties de chemins publics dont l'entretien est à la charge du ministre des transports ou sur les chemins publics ou parties de chemins publics sur lesquels le ministre des transports a placé une signalisation conformément à l'article 364;

e) prohiber, avec ou sans exception, la circulation, dans certaines rues qu'elle indique, de tout véhicule routier, pourvu que ce règlement laissé à l'usage de ces véhicules routiers des rues qui leur permettent de traverser la municipalité, et pourvu que cette prohibition, cet usage et le parcours à suivre soient respectivement indiqués par une signalisation ou par des officiers de circulation;

f) localiser les postes d'attente pour les véhicules-taxi et les autobus;

g) établir des zones de sécurité pour les piétons, en prescrire et régir l'usage;

h) édicter des règles relatives à la direction, au croisement, au dépassement et aux arrêts des véhicules routiers sur les chemins publics dont l'entretien est à sa charge, pourvu que ces règles ne soient pas inconciliables avec les dispositions relatives à ces matières prévues au présent code.

416. Une disposition d'un règlement, adoptée par une autorité locale et relative à une matière visée au présent code, est sans effet à moins d'avoir été adoptée en vertu du présent code.

417. Un règlement, ou une partie d'un règlement adopté par une autorité locale et en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent code, relatif aux matières visées au présent code, demeure en vigueur durant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent code, après quoi, il devient nul à compter de cette date, à moins d'avoir été, avant cette date, approuvé par le ministre des transports.

418. Malgré toute disposition contraire ou inconciliable d'une loi générale ou spéciale, un règlement adopté après l'entrée en vigueur du présent code par une autorité locale, relativement aux matières visées au présent code doit, pour entrer en vigueur, être approuvé par le ministre des transports.

Le ministre des transports peut approuver en tout ou en partie un règlement visé au présent article. Il peut aussi retirer, en tout ou en partie, une approbation donnée en vertu du présent article; dans ce cas, le règlement ou la partie de ce règlement désapprouvé devient nul à compter de la date déterminée dans un avis du retrait de cette approbation publié à la *Gazette officielle du Québec*.

419. Une amende dont est passible une personne pour une contravention à une disposition d'un règlement édicté en vertu des paragraphes *d)*, *e)* et *h)* de l'article 420 ne peut être ni supérieure ni inférieure à celle édictée pour une contravention imposée en vertu du présent code, pour la même matière.

420. Une autorité locale peut, par entente avec le procureur général, approuvée par le gouvernement, renoncer en faveur du procureur général à poursuivre les infractions commises dans son territoire aux lois et règlements concernant la circulation et le stationnement, et convenir du partage des amendes.

Dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* d'une entente visée dans le premier alinéa, le procureur général a l'autorité voulue pour poursuivre les infractions qui y sont visées et les articles 380 à 390 s'appliquent; le ministre des finances peut alors verser à l'autorité locale dont il s'agit, sa part du produit des amendes à même le fonds consolidé du revenu, dans la mesure où elles en font partie.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS DIVERSES

421. Le présent code s'applique au gouvernement de même qu'à ses organismes.

422. Le ministre des transports peut accorder des subventions pour favoriser l'application du présent code.

423. Le ministre des transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure, conformément à la loi, avec tout gouvernement ou organisme, tout accord relatif à l'immatriculation des véhicules routiers, au permis de conduire, à tout autre permis prescrit par le présent code et à toute autre matière se rapportant à la circulation ou à la sécurité routière.

Cet accord peut exempter un non-résident de l'application partielle du présent code.

424. Le ministre des transports peut nommer, parmi les titulaires de permis de marchand, ceux qui peuvent devenir mandataires du Bureau et déterminer les conditions du mandat, lequel doit être à titre gratuit et ne se rapporter qu'à l'immatriculation des véhicules routiers et toute autre opération y afférente.

425. Le ministre des transports peut classifier les chemins publics aux fins de l'application du présent code.

426. Le ministre des transports peut, par écrit, déléguer généralement ou spécialement à une personne qu'il désigne l'exercice des pouvoirs que lui attribue le présent code.

427. Un agent de la paix ou un officier du ministère chargé de l'application du présent code peut, sans mandat, dans l'exécution de ses fonctions, s'il constate que le conducteur d'un véhicule routier n'est pas en état de conduire sans mettre en péril la sécurité, la vie ou la propriété d'autrui, prendre possession de ce véhicule, le conduire et le remiser.

Le conducteur peut reprendre possession de son véhicule que si la preuve est faite à la satisfaction de l'agent de la paix ou de l'officier du ministère chargé de l'application du présent code qu'il est en état de conduire un véhicule routier et après paiement des frais de remisage.

428. Le propriétaire d'un véhicule routier volé au Québec doit sans délai donner avis au directeur général, en la forme que ce dernier établit, du vol du véhicule routier et du recouvrement s'il y a lieu.

Le propriétaire d'un véhicule routier complètement détruit alors qu'il était au Québec, doit sans délai donner avis de cette destruction, au directeur général, en la forme que ce dernier détermine.

429. Toute somme devenant due à la Couronne, en vertu du présent code, constitue une dette privilégiée sur le véhicule routier, prenant rang immédiatement après les frais de justice.

430. Toutes les sommes perçues ou reçues dans l'application du présent code, font partie du fonds consolidé du revenu.

431. Lorsqu'un véhicule routier est impliqué dans un accident, les personnes suivantes doivent faire, au directeur général, un rapport de cet accident, dans les huit jours de sa date, si elles en ont eu personnellement connaissance, sinon dans les huit jours qu'il est venu à leur connaissance:

a) l'agent de la paix qui a eu connaissance de l'accident ou qui en a été informé;

b) l'assureur qui a reçu un avis de l'accident;

c) la compagnie de chemin de fer, au cas de collision avec un véhicule sur rails;

d) le coroner devant qui est faite une enquête sur le décès d'une personne causé par l'accident.

Le propriétaire et le conducteur du véhicule routier doivent faire rapport de l'accident lorsqu'il n'a pas été immédiatement porté à la connaissance d'une personne visée au paragraphe a) ou au paragraphe b).

432. Un assureur ou tout autre personne qui paie des dommages à la suite d'un accident causé par un véhicule routier doit en faire rapport au directeur général dans les trente jours de la date de ce paiement, en donnant les nom et adresse du propriétaire et du conducteur de tel véhicule, le numéro d'immatriculation de ce véhicule, la date et une description succincte de l'accident.

Il doit aussi fournir au directeur général tout autre renseignement et toute preuve que ce dernier exige.

433. Le protonotaire de la Cour supérieure ou le greffier de la Cour provinciale doit, dans les dix jours du rapport d'une action réclamant des dommages du propriétaire, possesseur, conducteur d'un véhicule routier impliqué dans un accident, donner avis de cette action au directeur général en mentionnant le numéro de la cause, les nom et adresse des parties, la date et le lieu de l'accident allégué, la faute reprochée et, si la déclaration les fait voir, le numéro d'immatriculation du véhicule concerné et les nom et adresse de son propriétaire et de la personne qui le conduisait lors de l'accident.

Dans les dix jours de la production d'une défense alléguant une faute ou une négligence du propriétaire ou du conducteur

d'un autre véhicule routier impliqué dans l'accident, le protonotaire ou le greffier doit donner au directeur général un avis de teneur semblable quant aux faits allégués dans la défense.

434. Les articles 432 et 433 ne s'appliquent pas lorsque des dommages à la personne et à la propriété, causés lors d'un accident, sont inférieurs à deux cent cinquante dollars.

435. L'agent de la paix ou l'officier du ministère qui, dans l'application des dispositions du présent code, a procédé à la confiscation d'un objet doit aviser sans délai le directeur général de cette confiscation ainsi que du nom et de l'adresse de la personne qui était en possession de cet objet au moment de la confiscation.

Lorsque l'objet ainsi confisqué était en la possession d'une personne autre que le propriétaire, ce dernier peut, dans un délai de trente jours suivant la date de la confiscation, en revendiquer la propriété et la remise par demande écrite adressée au directeur général lequel peut alors, aux conditions qu'il détermine, en autoriser la remise.

436. Quiconque est tenu, en vertu du présent chapitre, de faire un rapport, de donner un avis ou de fournir un renseignement au directeur général et qui refuse ou néglige de le faire dans le délai prescrit, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars, en outre des frais dans chaque cas.

437. Quiconque contrevient à quelque disposition d'un règlement adopté par le gouvernement, ou à quelque disposition du présent code pour laquelle aucune peine n'est prévue, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

438. Le présent code remplace le Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) ainsi que les paragraphes 2, 8, 9 et 10 de l'article 2 de même que les articles 22, 24 à 31 et 42 de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Statuts refondus, 1964, chapitre 232).

Cependant, la sous-section 2 de la section VIII du Code de la route demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par la section VI du chapitre IX du présent code.

439. Les permis délivrés en vertu du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), demeurent valides jusqu'à leur date d'expiration et pourront être renouvelés, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent code, conformément aux dispositions du présent code.

Les permis restreints délivrés en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Statuts refondus, 1964, chapitre 232) et les permis spéciaux délivrés en vertu de l'article 188 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68) demeurent valides jusqu'à leur date d'expiration.

440. L'immatriculation effectuée en vertu du Code de la route (Statuts refondus 1964, chapitre 231) demeure valide jusqu'à sa date d'expiration et pourra être renouvelée, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent code, conformément aux dispositions du présent code.

441. Toute suspension, révocation ou annulation de permis faite par le directeur du Bureau des véhicules automobiles en vertu du Code de la route (Statuts refondus 1964, chapitre 231) ou en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Statuts refondus 1964, chapitre 232) est réputée avoir été faite en vertu du présent code.

442. Toute signalisation installée sur un chemin public par le ministre des transports ou par une autorité locale en vertu du Code de la route (Statuts refondus 1964, chapitre 231) ou d'un règlement municipal est réputée avoir été installée en vertu du présent code.

443. Les mandataires nommés afin d'effectuer pour le compte du Bureau des véhicules automobiles, l'immatriculation des véhicules automobiles et toute autre opération y afférente en vertu du Code de la route (Statuts refondus 1964, chapitre 231) sont réputés avoir été nommés en vertu du présent code.

444. Tout règlement adopté en vertu du Code de la Route (Statuts refondus 1964, chapitre 231) et de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Statuts refondus 1964, chapitre 232) demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit abrogé, remplacé ou modifié par règlement du gouvernement adopté en vertu du présent code en autant qu'il n'est pas inconciliable avec les dispositions du présent code.

445. Dans toute loi, règlement, proclamation, ordonnance, arrêté en conseil ainsi que dans tout contrat ou document, un renvoi à une disposition du Code de la route (Statuts refondus

1964, chapitre 231) est un renvoi à la disposition correspondante du présent code.

446. Dans toute loi, règlement, proclamation, ordonnance, arrêté en conseil ainsi que dans tout contrat ou document, l'expression «Bureau des véhicules automobiles» désigne le Bureau des véhicules automobiles institué en vertu du présent code et l'expression «directeur» ou «directeur du Bureau des véhicules automobiles» désigne le directeur général ou le directeur général du Bureau des véhicules automobiles institué en vertu du présent code. Les dossiers et autres documents du Bureau des véhicules automobiles sont et ont toujours été depuis le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent code*) les dossiers et documents du Bureau des véhicules automobiles institué en vertu du présent code.

447. Le directeur et les fonctionnaires qui forment le Bureau des véhicules automobiles deviennent, sans autre formalité, le directeur général et les fonctionnaires du Bureau des véhicules automobiles institué en vertu du présent code.

448. Tout accord conclu avec un autre gouvernement concernant l'immatriculation d'un véhicule automobile, le permis de la personne qui le conduit et toute modification aux restrictions établies à l'article 12 du Code de la route (Statuts refondus 1964, chapitre 231) demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été abrogé, modifié ou remplacé par un accord conclu en vertu du présent code.

449. L'article 31 de la Loi des transports (1972, chapitre 55), modifié par l'article 6 du chapitre 61 des lois de 1974 et par l'article 14 du chapitre 45 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Le premier alinéa ne s'applique pas à un propriétaire-conducteur d'un véhicule automobile utilisé comme véhicule de promenade collectif, tel que défini au paragraphe 31° de l'article 1 du Code de la Route.»

450. Le ministre des transports est chargé de l'application du présent code.

451. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception de la section VI du chapitre IX qui entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.